

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025



UN ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE  
DE LA POPULATION VAUDOISE

**CSP**

CENTRE SOCIAL PROTESTANT  
VAUD

# SOMMAIRE

<b>Le CSP Vaud en bref</b>	<b>3</b>
<b>Édito de la directrice</b>	<b>4</b>
<b>Rapport du Comité</b>	<b>5</b>
<b>ACTIVITÉS SOCIALES</b>	
<b>Service de l'accueil</b>	<b>6-7</b>
<b>Service social polyvalent</b>	<b>8-11</b>
<b>Service social Jeunes – Jet Service</b>	<b>12-15</b>
<b>Service social pour les immigré-e-s – La Fraternité</b>	<b>16-19</b>
<b>Service juridique</b>	<b>20-23</b>
<b>Service consultation couple et famille</b>	<b>24-27</b>
<b>Lutte contre le racisme</b>	<b>28</b>
<b>Riviera pour vous</b>	<b>29</b>
<b>Prévention de l'endettement non maîtrisé des jeunes</b>	<b>30-31</b>
<b>ACTIVITÉS SOCIOCOMMERCIALES</b>	
<b>Service des Galetas</b>	<b>32-34</b>
<b>ACTIVITÉS DE SOUTIEN</b>	
<b>Les ressources transversales</b>	<b>35-40</b>
<b>Éclairage - vie institutionnelle</b>	<b>38</b>
<b>Éclairage - social</b>	<b>39</b>
<b>ORGANES DE L'ASSOCIATION</b>	<b>41</b>
<b>COMPTES 2025 – EXTRAITS</b>	
<b>Compte d'exploitation</b>	<b>42-43</b>
<b>Subventions et contributions des fondations</b>	<b>43</b>
<b>Bilan au 31 décembre</b>	<b>44-45</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>46</b>
<b>LE CSP VAUD À VOTRE SERVICE</b>	<b>47</b>
<b>CONTACT</b>	<b>48</b>

## IMPRESSUM

**Rédaction:** collaboratrices et collaborateurs du CSP Vaud

**Édition:** Nour El Mesbahi, Belinda Camporeale

**Statistiques:** Caroline Regamey, Thao Truong

**Correctrice:**

Anne Florence Perrenoud

**Crédits photos:** Céline Michel, Nour El Mesbahi, Samantha Migliore, Belinda Camporeale

**Maquette et mise en pages:** www.haymoz.design

**Impression:** Paperforms SA

**Tirage:** 460

**Date:** mai 2026

En couverture:

Fanny Cruchon (assistante sociale)  
et Cécile Greset (juriste),  
en consultation à Jet Service.

# LE CSP VAUD EN BREF

En 2025, le CSP Vaud a délivré des consultations individuelles, des prestations de prévention du surendettement et des formations dans ses domaines de compétences.

## CONSULTATIONS

**15'980** consultations dont **7'963** en permanences,  
**10'100** situations représentant **10'674** personnes,  
**9'059** nouvelles situations représentant **9'260** nouvelles personnes,  
**981** consultations données à des professionnel·le·s.

## RÉPARTITION DES CONSULTATIONS SELON LE DOMICILE

Canton de Vaud **98%**  
Lausanne Région **53%**  
Lausanne **31%**

## AIDE D'URGENCE

**204** ménages aidés  
pour un montant total  
de CHF **181'035.-**

## PRÉVENTION DU SURENDETTEMENT AUPRÈS DES JEUNES

**81** ateliers en milieu scolaire et dans la transition  
dont **57** ateliers conjoints avec la Direction générale des impôts dans le post-obligatoire  
et **12** ateliers dans la scolarité obligatoire  
**4** stands HES / **2** dîners Quiz

## FORMATIONS POUR LES PROFESSIONNEL·LE·S

### «ARGENT, DETTES, DÉSENDETTEMENT»

**2** sessions de deux jours chacune  
**1** cours de deux jours pour la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), État de Vaud

**3** demi-journées pour des Centres sociaux régionaux (CSR)

**1** demi-journée pour le CHUV

### «DROIT DES ÉTRANGERS»

**5** modules d'une journée et **1** module d'une demi-journée

### «DROIT DE LA FAMILLE»

**1** cours d'une journée

### «DROIT DU TRAVAIL»

**1** cours d'une journée

# ÉDITO DE LA DIRECTRICE



2025: une année ordinaire qui n'en est pas une, comme toujours au CSP Vaud. Notre Service de l'accueil et nos cinq services sociaux ont accueilli, soutenu et accompagné plusieurs milliers de personnes et de familles confrontées à des difficultés sociales, financières, conjugales ou juridiques. Fonctionnant comme instances de dernier recours, les équipes sont confrontées le plus souvent à des situations complexes, relevant de régimes légaux et administratifs imbriqués les uns dans les autres. Ces situations nécessitent un suivi souvent long et exigeant, tant pour les personnes concernées que pour les professionnel-le-s.

L'année a été particulièrement marquée par l'augmentation significative des situations de violence conjugale prises en charge par La Fraternité. Les modifications législatives entrées en vigueur en janvier 2025, qui renforcent la protection des personnes victimes indépendamment de leur statut migratoire, ont eu pour effet de faire exploser les demandes d'aide. Toutefois, les ressources sont clairement insuffisantes, tant pour les organismes d'hébergement d'urgence que pour la Fraternité.

Les activités du CSP Vaud ont également été influencées par d'autres dossiers d'actualité au niveau cantonal et fédéral. Dans le canton de Vaud, c'est Jet Service, notre service social pour les jeunes et personnes en formation, qui a pris part à la consultation du Conseil d'État vaudois sur la Loi sur l'aide aux études et à la formation (LAEF). Son expertise issue de la pratique de terrain fait de lui un acteur reconnu des autorités politiques et des partenaires institutionnels.

Sur le plan fédéral, les quatre CSP romands se sont fortement mobilisés pour convaincre le Parlement d'adopter la révision de la Loi sur les poursuites. Ils y ont consacré leur conférence de presse annuelle. L'introduction d'une procédure d'assainis-

sement pour les personnes lourdement surendettées constituerait l'aboutissement d'un combat mené depuis plusieurs décennies. L'adoption de la révision par le Conseil national lors de la session d'hiver permet d'envisager la suite avec un espoir prudent, dans l'attente de la décision du Conseil des États au printemps prochain.

La contribution essentielle des Galetas à la bonne santé financière du CSP Vaud s'est confirmée cette année avec un chiffre d'affaires légèrement à la hausse. Côté recherche de fonds, les résultats sont satisfaisants. Le léger fléchissement des rentrées de dons privés observé l'an passé se confirme toutefois. Il est compensé par un apport de fonds extraordinaire (legs).

Au niveau institutionnel, l'adoption de la nouvelle Stratégie 2026-2030 offre un cadre clair et des perspectives pour le déploiement des activités du CSP Vaud dans les prochaines années (voir p. 37). Ces lignes directrices traduisent une volonté de consolider nos actions, de prendre soin de nos équipes et de nous donner les moyens de répondre aux besoins émergents de la population.

Enfin, 2025 a été marquée par la mise en œuvre de la nouvelle grille salariale, qui a permis la revalorisation attendue de longue date des assistantes sociales et assistants sociaux expérimenté-e-s.

Cette année intense a mobilisé les équipes sans relâche. Un immense merci à toutes et tous pour votre travail et pour votre engagement, qui font du CSP Vaud une institution précieuse au service de la population vaudoise.

**Bastienne Joerchel, directrice**

# RAPPORT DU COMITÉ



## Une vision partagée pour la justice sociale

L'année 2025 marque une étape charnière pour le CSP Vaud. Alors que nous consolidons les fondations de notre institution, nous déployons notre nouvelle stratégie 2026-2030. Ce cap réaffirme notre mission : agir pour une société plus juste, où la dignité de chacun et chacune est préservée.

## Solidarité et vigilance institutionnelle

Notre relation avec l'État de Vaud repose sur un partenariat solide et constructif. Nous saluons le fait que le canton, malgré un contexte budgétaire difficile, continue de soutenir nos missions sans coupes directes. C'est une reconnaissance précieuse de l'utilité publique du CSP Vaud. Toutefois, notre rôle de témoin de la précarité nous impose une certaine vigilance. En novembre dernier, le CSP Vaud s'est solidarisé avec les mouvements de défense des services publics. Si nous sommes épargnés par l'austérité immédiate, nous restons inquiets des répercussions de la situation financière cantonale sur le réseau social global. Nous plaidons donc pour le maintien de politiques publiques fortes, garantes de l'accès effectif aux droits pour les plus vulnérables.

## Une expertise au service de la dignité

L'année 2025 a réaffirmé la polyvalence de notre action. Comme souligné dans le journal des *Nouvelles*, le CSP Vaud combat les barrières systémiques, notamment via la lutte contre le racisme qui entrave l'accès aux droits. Sur le front de l'urgence sociale, nous restons un rempart pour toutes les générations. Si nous accompagnons de nombreux jeunes de 18 à 25 ans face au risque d'endettement, notre regard porte sur l'ensemble du tissu social. Qu'il s'agisse de défense juridique ou de soutien aux familles, le CSP Vaud ne se contente pas de conseiller ; il intervient pour restaurer le pouvoir d'agir.

## Engagement et continuité

Succéder à Anne Baehler Bech après ses seize années de présidence est un honneur. Mon engagement, ancré au Comité depuis 2019, est porté par une conviction : le CSP Vaud doit rester ce lieu où l'expertise technique rencontre l'humanité. En tant que président, je souhaite mettre mon énergie au service d'une institution qui témoigne avec la force de l'expérience pour dire les réalités vécues, tout en restant un partenaire fiable du réseau. Je remercie chaleureusement nos collègues du Comité Bernard Voutat, Karine Clerc, Marie-Chantal Collaud et Eline Schwitzguébel qui ont quitté leur fonction cette année pour leur engagement. Nous avons eu le plaisir d'accueillir Marie Leuba (élue par l'AG en juin 2025) et Iprahim Yilmaz (élection prévue lors de l'AG de juin 2026) dont les compétences viendront enrichir nos réflexions.

## Remerciements

Ma reconnaissance va aux salarié-e-s du CSP Vaud. Votre professionnalisme et votre capacité à «faire avec» les personnes, souvent dans des situations complexes, sont le véritable moteur de notre association. Merci également à nos collègues du Comité pour leur vision, à nos donatrices et à nos donateurs ainsi qu'à nos bénévoles.

Ensemble, nous abordons 2026 avec la certitude que notre action, portée par notre nouvelle stratégie, est plus que jamais nécessaire pour maintenir la cohésion sociale de notre canton.

**Alexandre Cavin, président**

# ACTIVITÉS SOCIALES

# SERVICE DE L'ACCUEIL

Le Service de l'accueil offre une prestation d'information sociale au sens large à toute personne qui s'adresse au CSP Vaud par téléphone, par messagerie électronique ou directement dans ses locaux. Afin d'orienter à bon escient la personne ou de lui offrir une réponse circonstanciée, le service renouvelle sans cesse ses connaissances en matière de démarches juridico-administratives d'une

part, et en matière d'offres du réseau social public et privé d'autre part. Il s'appuie sur une base de données spécialisée qu'il gère, et au besoin sur les connaissances des collègues des différents services du CSP Vaud. Le Service de l'accueil s'occupe en outre de l'ensemble des tâches relatives au travail de réception pour les services de consultation.



**En 2025, l'activité du Service de l'accueil a été marquée par un renforcement des compétences professionnelles, une collaboration soutenue interservices ainsi que l'accueil d'étudiants de la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL).**

Plusieurs formations ont été suivies par les collaboratrices de l'Accueil afin d'actualiser et d'approfondir les connaissances nécessaires à la pratique quotidienne. Elles ont porté sur le droit de la migration, le désendettement, la prévention du racisme, les assurances sociales et le droit de la famille. Ces formations ont permis d'affiner la compréhension des situations rencontrées et, par conséquent, d'améliorer la prise en charge des demandes.

## TRAITER EFFICACEMENT LA DEMANDE

L'Accueil a poursuivi son travail quotidien d'écoute et de dé-cryptage de situations complexes (difficultés administratives, tensions familiales, précarité financière, etc.). Il a accompagné les usagères et les usagers dans la compréhension de leurs droits et démarches, tout en assurant un soutien relationnel essentiel pour gérer des états émotionnels parfois intenses.

Par ailleurs, la collaboration avec les services s'est poursuivie intensivement, notamment avec les juristes dans le cadre des permanences juridiques, qui demeurent fortement sollicitées. Les demandes concernent principalement des problématiques récurrentes en droit des assurances sociales, de la migration, de la famille, du travail et du bail. Cette collaboration

étroite permet un traitement efficace des situations dans des délais rapides.

## FAVORISER L'INNOVATION GRÂCE À UNE COLLABORATION AVEC LA HETSL

L'accueil des étudiant-e-s de la HETSL a constitué un autre axe important. Dans le cadre de leur immersion, ils et elles ont été amené-e-s à observer le fonctionnement et les pratiques de l'Accueil, dans une démarche d'analyse et de réflexion visant à formuler des pistes d'amélioration. Concrètement, le projet retenu a pour but de faciliter un accès téléphonique ciblé pour certaines situations. Cette collaboration s'est révélée particulièrement enrichissante, tant pour les étudiant-e-s que pour

l'expert du vécu et pour l'équipe. Elle a permis de croiser les expériences, de favoriser les échanges autour des pratiques professionnelles, de bénéficier d'un regard extérieur et de questionnements constructifs. Une contribution précieuse à la réflexion collective pour une amélioration continue du fonctionnement du service.

### ÉQUIPE

**Idil Benice**  
**Lisa Kalombo**  
**Carole Masliyah Vernez**  
**Anne Skira**  
**Catherine Wenger-Boghossian**

## STATISTIQUES ACCUEIL

	Demandes
<b>Demandes traitées Accueil CSP</b>	15'736
<b>moyenne mensuelle</b>	1'311
<b>moyenne par jour ouvrable</b>	60,4
<b>Demandes permanence juridique</b>	1'749
<b>Total des demandes traitées</b>	17'485

### Réception 18% du total

Accueil des personnes qui se présentent pour un rendez-vous, fixation de rendez-vous, réception et transmission des appels téléphoniques.



Total des demandes traitées ● 2'906  
 Moyenne mensuelle ● 242  
 Moyenne par jour ouvrable ● 11,2

● Réception à la porte 38%  
 ● Réception par téléphone 61%  
 ● Réception par e-mail 1%

### Accueil social 82 % du total

Écoute sociale des personnes, identification des demandes, orientation à bon escient à l'interne ou à l'externe du CSP Vaud.



Total des demandes traitées ● 12'830  
 Moyenne mensuelle ● 1'069  
 Moyenne par jour ouvrable ● 49,3

● Accueil à la porte 27%  
 ● Accueil par téléphone 67%  
 ● Accueil par e-mail 6%

### Orientations vers d'autres services (hors CSP Vaud)



Total demandes traitées ● 3'506  
 Moyenne mensuelle ● 292  
 Moyenne par jour ouvrable ● 13,5

### Renseignements juridiques prodigués par l'Accueil

**1'749** renseignements juridiques donnés en collaboration avec le Service juridique.

## ACTIVITÉS SOCIALES

# SERVICE SOCIAL POLYVALENT

Le Service social polyvalent (SSP) permet à toute personne confrontée à des problèmes administratifs, sociaux et financiers de prendre connaissance de ses droits, de ses obligations et d'être accompagnée dans la défense de ses intérêts. Dans le cadre du Programme cantonal de lutte contre le surendettement, le SSP délivre des prestations de gestion de budget spécialisée (GBS) dans

les situations d'endettement ou de surendettement, et assure une partie de la répondeance à la ligne Parlons Cash. Il développe des outils de vulgarisation et des actions de prévention et dispense des formations. Au sein du réseau, il s'engage pour la défense et l'amélioration des droits des personnes en situation de surendettement.



**L'année 2025 marque une étape importante pour le Service social polyvalent (SSP), membre de Dettes Conseils Suisse, dans un contexte d'évolution significative du droit de la dette en Suisse. Les débats législatifs ont retenu une attention soutenue en raison de leurs implications concrètes pour les personnes concernées, ainsi que pour leur impact sur les pratiques professionnelles.**

Le 16 décembre 2025, le Conseil national a adopté un projet de loi introduisant une nouvelle procédure judiciaire de désendettement, dite de libération du solde des dettes. Cette

réforme prévoit la possibilité, pour des personnes endettées, d'être libérées de leurs dettes résiduelles après une période de remboursement de trois ans, sous réserve du respect de conditions strictes. Dans certaines situations spécifiques, cette durée pourra être prolongée jusqu'à quatre ans.

L'expérience de terrain du SSP confirme la pertinence d'une telle loi, qualifiée de «dispositif de la deuxième chance». Le surendettement résulte rarement d'un seul facteur : s'il implique une part de «choix individuel», il est très fréquemment lié à des événements de vie imprévus tels que la perte d'un

emploi, des problèmes de santé, une séparation ou encore la complexité croissante des démarches administratives. À cela s'ajoutent des causes structurelles bien connues: coût de la vie élevé, précarité des revenus, accès facilité aux crédits, aux leasings ou aux achats par acomptes, y compris pour des dépenses de première nécessité. Sans perspective de sortie, le surendettement tend à se chroniciser.

## ACCUEILLIR LA RELÈVE DANS UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Dans le cadre d'une immersion, quatre étudiant.e-s de la HETSL ont pu faire leurs observations et échanger avec les professionnel-le-s, ainsi qu'avec une experte du vécu ayant bénéficié de prestations du service pendant plusieurs semaines. Au final, le projet des étudiant.e-s vise à améliorer un outil permettant de visibiliser l'état des dettes et la gestion de budget, utile tant pour les professionnel-le-s que pour les personnes concernées. La démarche participative retenue pour améliorer l'outil pourra être transférable à d'autres besoins.

## FORMATION

Le SSP a enrichi son offre de formations en dispensant des cours aux assistant.e-s sociaux-ales des Centres sociaux régionaux (CSR) de Renens, Yverdon-les-Bains et Payerne. Cette formation ciblée sur l'accompagnement des bénéficiaires du Revenu d'insertion ayant contracté des dettes vise à offrir une compréhension des procédures relevant du droit des poursuites, ainsi que les démarches envisageables pour les personnes insolvable.

## VISIBILITÉ MÉDIATIQUE

En 2025, le SSP a été sollicité par plusieurs médias pour apporter son expertise sur les problématiques de surendettement, notamment par la participation à un reportage de l'émission *Temps Présent* et par une interview accordée à LFM, ainsi que par d'autres sollicitations. Ces interventions ont contribué à sensibiliser le public et à renforcer la reconnaissance du service comme acteur de référence dans le domaine du surendettement. Il demeure toutefois difficile de faire témoigner



**L'établissement d'un budget est l'une des étapes-clés de l'accompagnement en cas de dettes.**

des personnes concernées, en raison de la stigmatisation et des enjeux de confidentialité liés à ces situations.

## LA POLYVALENCE DANS LE SERVICE SOCIAL POLYVALENT

Pour les personnes dont la situation ne présente pas de surendettement, le SSP propose un accompagnement social d'une durée de six mois, renouvelable une fois. Les demandes sont variées mais concernent des problèmes administratifs (dans 55% des cas), d'assurances et de prestations sociales (dans 38% des cas), de budget et d'imprévus financiers ainsi que de santé. Le soutien consiste par exemple à apporter une aide administrative, à faire des recherches d'information, à accomplir des démarches pour obtenir une prestation sociale, à travailler sur le budget ou encore à déposer une demande de fonds ou d'aide financière urgente. La défense d'intérêts et l'appui psychosocial sont au cœur de la collaboration avec l'utilisateur.

## CHANGEMENT INTERNE

L'année 2025 a été marquée par le départ à la retraite d'Isabelle Bonjour, collègue engagée de longue date. Cette transition a constitué une opportunité de repenser l'organisation interne. L'équipe a mené une réflexion approfondie sur la répartition des consultations ainsi que sur l'ensemble des tâches transversales qui accompagnent son activité (coordination, administration, participation à des projets et actions de prévention) et qui s'inscrit dans la Stratégie institutionnelle 2026-2030.

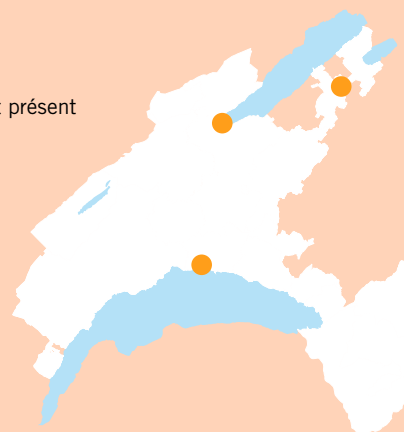
### ÉQUIPE

Giorgia Albisetti  
Slobodanka Angelova  
Isabelle Bonjour  
Eglantine Bugnon  
Duccio Castelli  
Dimitri Clément  
Corinne Feusier  
Florence Gentili  
Line Makuwa  
Kevin Vesin

### LIEUX

Le Service social polyvalent est présent dans trois lieux du canton.

**LAUSANNE**  
**PAYERNE**  
**YVERDON-LES-BAINS**



	Usagers-ères	Nouveaux usagers-ères	Consultations
Gestion de budget spécialisée	508	296	1'467
Action polyvalente	95	67	189
<b>Sous-total usagers-ères</b>	<b>603</b>	<b>363</b>	<b>1'656</b>
Conseils à professionnels et tiers (GBS)			148
<b>Total</b>	<b>603</b>	<b>363</b>	<b>1'804</b>

Le service a en outre effectué l'orientation et l'information des personnes appelant la ligne téléphonique Parlons Cash, et répondu dans ce cadre à 587 appels qui ne sont pas comptabilisés ici et s'ajoutent au volume total d'activité.

### Domicile des usagers-ères

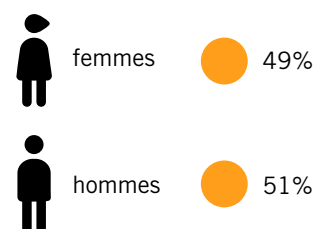
Lausanne Région ● 45% (273)  
 Reste du canton ● 54% (327)



### Type de consultations

36% de consultations uniques  
 64% de consultations multiples

### Genre



En 2025, 90% des consultations consistaient en de la gestion de budget spécialisée.

## Gestion de budget spécialisée (GBS / surendettement)

Le SSP fait partie des trois services vaudois spécialistes du désendettement. En tout, **1'467** consultations ont été effectuées par le CSP Vaud dans le cadre de la GBS.

En 2025, le Service social polyvalent a suivi **508** situations de personnes surendettées.

Les nouvelles situations de l'année sont relevées à ce titre dans la statistique des services constituant Dettes Conseil Suisse. En voici les résultats.

**231** nouvelles situations



319 adultes concernés et  
 225 enfants concernés

### Combien de dettes? Et de quelle sorte?

#### Principaux types de dettes:

Principaux types de dettes:	Type de dette présente dans:	Montant total:
Dettes fiscales	63 % des cas	3'754'843
Arriérés caisses-maladie (prime/quote-part)	57% des cas	1'967'950
Autres dettes non listées	49% des cas	1'278'220
Crédits au comptant	22% des cas	980'440
Dettes commerciales (indépendants)	7% des cas	958'341
Leasing	7% des cas	491'627
Frais de justice	12% des cas	299'368
Loyers / intérêts hypothécaires	11% des cas	254'093
Cartes de crédit	18% des cas	228'480

Le montant total des dettes recensées s'élève à **15'958'161 francs**.

Le montant moyen des dettes est de **74'571 francs**.

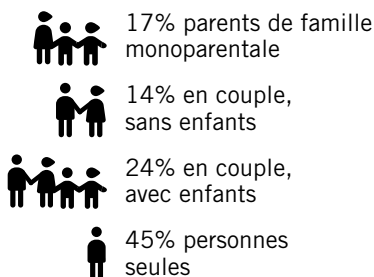
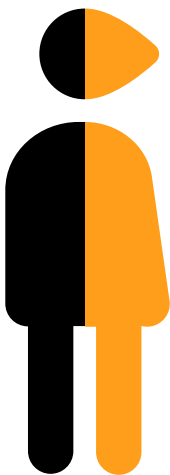
Le montant médian<sup>1</sup> est de **47'406 francs**.

## Qui sont les personnes surendettées ayant eu recours au SSP?

281 adultes surendettés:

47% femmes

53% hommes

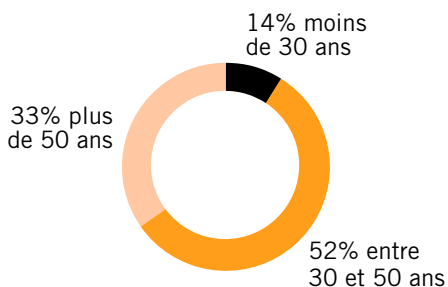
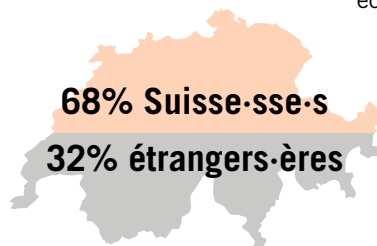


23% sans formation (école obligatoire)



66% formation de niveau secondaire 2 (apprentissage, baccalauréat)

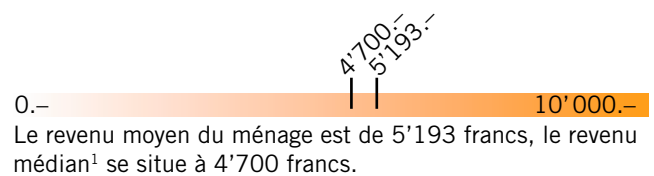
11% formation supérieure (université, hautes écoles)



## Quels sont leurs revenus?

Dans **66%** des cas, une activité salariée; dans **38%** des situations, des prestations d'assurances sociales sont touchées (chômage, perte de gain, AVS, assurance invalidité);

Dans **3%** des cas, des prestations de l'aide sociale sont perçues et dans **7%**, des situations des contributions d'entretien ou des pensions alimentaires.



## Causes des difficultés financières

Pour les plus fréquentes:

- des **modifications de la situation du ménage** liées à: séparation ou divorce, dans **29%** des cas; constitution d'un ménage dans **18%** des cas (mariage, départ domicile parental); arrivée d'un enfant dans **5%** des cas;
- en lien avec l'**emploi**: *working poor* dans **20%** des cas; chômage dans **12%** des cas; échec d'une activité indépendante dans **9%** des cas;
- en lien avec la **santé**: maladie, accident, handicap, dans **29%** des cas;
- d'**insuffisantes compétences administratives** dans **42%** des cas.
- une **gestion téméraire** dans **41%** des cas, presque toujours associée à d'autres causes;

Dans **89%** des cas, la durée de l'endettement est de **3 ans et davantage**;

**54%** des ménages concernés sont endettés **depuis plus de 5 ans**;

**31%** sont endettés **depuis plus de 10 ans**.

<sup>1</sup>La médiane est la valeur située au milieu d'une série de nombres lorsque ceux-là sont placés en ordre croissant. Elle constitue un indicateur plus pertinent que la moyenne, qui est fortement influencée par les valeurs extrêmes.

# ACTIVITÉS SOCIALES

# SERVICE SOCIAL JEUNES

# JET SERVICE

Le Service social Jeunes a pour mission l'accueil, l'information, l'orientation, le soutien et la défense des intérêts des jeunes entre 16 et 25 ans ainsi que des personnes en formation. Cela dans le but de favoriser l'accès, le maintien et l'achèvement de la formation. Il met en œuvre un appui social et juridique sur les questions d'insertion socioprofessionnelle, d'une part,

et sur l'ensemble des questions financières et juridico-administratives, d'autre part. Celui-ci est dispensé lors de permanences ou de consultations individuelles sociales ou menées en tandems interprofessionnels. Sur mandat, Jet Service fonctionne comme service social pour les étudiant-e-s des Hautes écoles spécialisées.



**En 2025, Jet Service a continué à s'engager pour les jeunes et personnes en formation confronté-e-s à des difficultés financières, juridiques et sociales afin de renforcer l'égalité des chances et l'accès à leurs droits. À travers l'accompagnement individuel, la prévention et la prise de parole publique, le service a mis en lumière des réalités de terrain souvent peu visibles.**

En 2025, l'expertise de Jet Service a été sollicitée par les médias romands sur les enjeux liés à la précarité et au passage à l'âge adulte. Une intervention a eu lieu dans l'émission *On*

*en parle* (RTS), dans le cadre du guichet «Les jeunes: pas tous égaux face au passage à l'âge adulte». Une autre prise de parole a été diffusée dans *La Matinale* (RTS), en réaction à une étude sur les inquiétudes des jeunes concernant leur situation financière. Jet Service a aussi participé à un projet de témoignages croisés mené par *Tataki* (RTS) sur le surendettement des jeunes, à travers quatre capsules vidéo cumulant 1,6 million de vues et abordant les dettes héritées des parents au passage à la majorité, l'impact sur la santé et la prévention de l'endettement non maîtrisé.

## CONDITIONS DE TRAVAIL DES APPRENTI-E-S

Malgré l'augmentation du nombre de consultations sollicitées par les étudiant-e-s du degré tertiaire observée dans les statistiques, le travail de Jet Service auprès des personnes en apprentissage demeure primordial. En 2025, les situations en lien avec des atteintes aux conditions de travail ont été nombreuses. Un constat également partagé par les syndicats. Il s'agit principalement de résiliations immédiates injustifiées du contrat d'apprentissage à la suite d'arrêts maladie ou de l'annonce d'une grossesse, ainsi que d'un nombre croissant de situations de harcèlement.

Les apprenti-e-s disposent de peu de ressources pour faire valoir leurs droits, notamment en justice, en raison du manque de moyens financiers, de temps et d'accompagnement, ainsi que de l'appréhension d'affronter leur employeur dans une procédure judiciaire.

Dans les situations où la rupture de formation est déjà intervenue, l'explication et la vulgarisation des droits et devoirs de chaque partie, ainsi que la présentation des démarches possibles, permettent aux apprenti-e-s de faire des choix éclairés pour la suite qu'ils et elles souhaitent donner à leur situation. Par ailleurs, l'écoute et la reconnaissance des difficultés rencontrées contribuent sans doute à restaurer la confiance nécessaire pour envisager la poursuite de leur formation. Si le phénomène se confirme, une action de sensibilisation en collaboration avec les différents acteurs publics et privés dans le but d'agir le plus en amont possible devrait voir le jour.

## AMÉLIORATION DU DISPOSITIF DES BOURSES D'ÉTUDE ET D'APPRENTISSAGE

Depuis sa création en 1984, Jet Service établit des constats issus du travail social de terrain en vue d'améliorer les dispositifs sociaux. En 2025, ceux-ci ont été relayés lors d'une rencontre avec des parlementaires vaudois en début d'année. Aussi, Jet Service a participé à une consultation du Conseil d'État vaudois concernant la Loi sur l'aide aux études et à la formation (LAEF). Les mesures proposées, visant à renforcer l'égalité des



**Jet Service s'engage activement pour une réforme des bourses plus juste et accessible.**

chances et une meilleure prise en compte des dépenses des personnes boursières, font écho aux préoccupations portées par Jet Service notamment, au sein d'une plateforme d'échange active depuis 2018. Reconnu pour son expertise indépendante et ancrée sur le terrain, Jet Service a largement diffusé son travail de consultation, repris par de nombreux acteurs institutionnels et politiques. Le service suivra attentivement la suite de cette révision législative en 2026.

## EXPERTISE DE JET SERVICE

En 2025, Jet Service a répondu à de nombreuses sollicitations d'étudiant-e-s issu-e-s de différents niveaux et filières de formation (universités, HES-SO, gymnases et apprentissages), dans le cadre de travaux d'études. Les thématiques abordées, étroitement liées au travail de terrain, concernaient notamment le surendettement des jeunes en lien avec les achats en ligne, les obstacles à l'indépendance financière lors du passage à l'âge adulte, ainsi que la précarité étudiante dans le cadre d'une enquête mandatée par le centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS).

Ces sollicitations montrent que Jet Service est un service considéré comme expert sur les enjeux sociaux et financiers des jeunes et des étudiant-e-s.

### ÉQUIPE

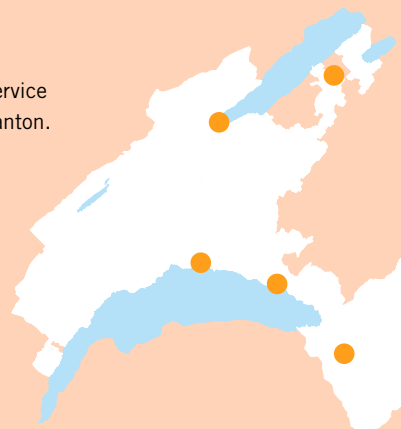
Fanny Cruchon  
Christine Dupertuis  
Cécile Greset  
Noémie Hirschy  
Flavia Maganzini  
Nathalie Manigley  
Mukesh Ngendahimana  
Galatée Parrillis  
Sophie Perrinjaquet  
Charlotte Reymondin  
Talissa Rodriguez

Cécile Sommer  
Alexandre Tadic  
Alev Ucar

### LIEUX

Le Service social Jeunes – Jet Service est présent dans cinq lieux du canton.

**AIGLE**  
**LAUSANNE**  
**PAYERNE**  
**VEVEY**  
**YVERDON-LES-BAINS**



	Usagers·ères	Nouveaux usagers·ères	Consultations – expertises délivrées
Consultations sociales et sociojuridiques	1'250	835	1'907
Consultations CIAO	47	47	47
Consultations parents / professionnel-le-s			88
<b>Total général</b>	<b>1'297</b>	<b>882</b>	<b>2'042</b>

La Permanence «Info Bourses» a pu conseiller **37** personnes.

## Consultations



- à des jeunes 95,7%
- demandes de parents, professionnel-le-s, écoles 4,3%

## Domicile des usagers·ères



- Lausanne 34%
- Lausanne Région 51%
- Reste du canton 47%

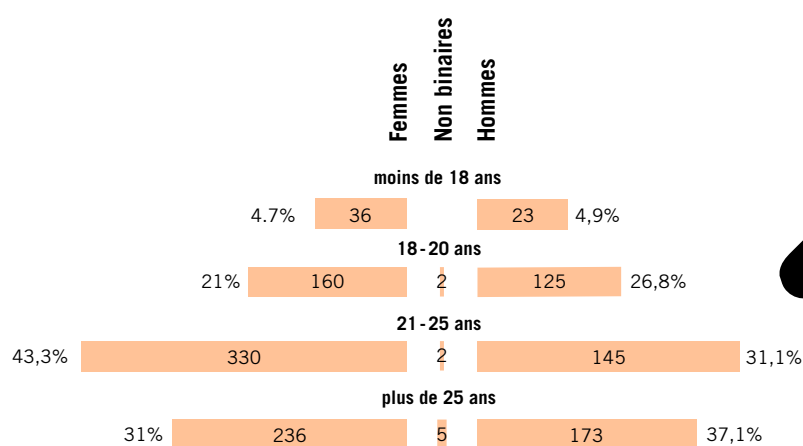
## Permanences

	Nombre de situations	Pourcentage
Nouvelles situations 2025	835	67%
Suivis d'années précédentes	415	33%

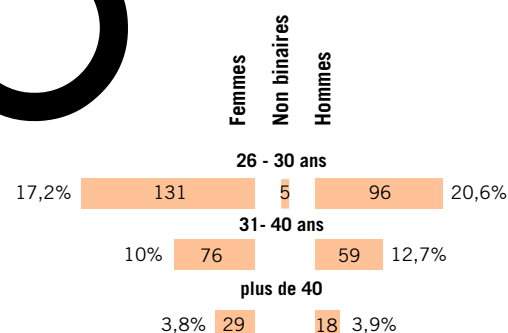
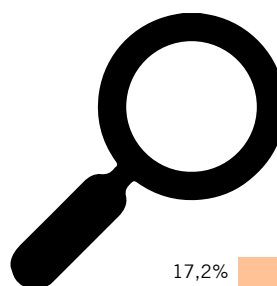


- consultations uniques 73%
- consultations multiples 27%

## Genre et classes d'âge



## Zoom plus de 25 ans



## Genre

Femmes	767	61,8%
Hommes	466	37,5%
Non binaires	9	0,5%
Jeunes femmes de moins de 25 ans	457	37%
Jeunes hommes de moins de 25 ans	264	21%
Jeunes non binaires de moins de 25 ans	4	0,3%

## Statut des jeunes



- en emploi ● 6%
- en formation ● 81%
- ni en formation, ni en emploi ● 13%    dont

## Statut des jeunes hors formation et hors emploi



- année sabbatique ● 5%
- chômage, RI, AI ● 50%
- rupture de formation ● 26%
- sans solution ● 19%

## Niveau de formation des jeunes en formation



- école obligatoire ● 0,7%
- transition ● 7%
- secondaire 2 ● 44%
- tertiaire ● 48%



**Zoom secondaire 2**  
49% en apprentissage dual



**Zoom tertiaire**  
51% en HES  
42% à l'Unil, l'EPFL

## Motifs de consultation des permanences

Bourses	46,2%
Financement de la formation	29,1%
Autres régimes sociaux	21,4%
Problèmes financiers	21,4%
Assurances sociales	13,9%
Devoir d'entretien (parent - étudiant)	12,3%
Droits des étrangers	10,5%
Budget	10,4%
Dettes	10,3%
Gestion administrative	9,3%
Difficultés familiales	8,4%
Départ domicile familial	6,7%

## ACTIVITÉS SOCIALES

# SERVICE SOCIAL POUR LES IMMIGRÉ-E-S LA FRATERNITÉ

Le Service social pour les immigré-e-s, La Fraternité, est ouvert à toute personne étrangère ou suisse concernée par une problématique de migration hors asile, notamment les questions spécifiques en lien avec le statut légal, le regroupement familial et les questions de sécurité sociale. Il apporte une aide personnalisée et spécialisée dans le cadre des permanences sociojuridiques

collectives, anonymes et sans rendez-vous ainsi que lors de consultations individuelles. Le service dispense également des formations et des conseils ponctuels aux professionnel-le-s du réseau. Il s'emploie, sur des thèmes particuliers, à améliorer les conditions-cadres liées aux personnes migrantes en s'engageant dans des activités collectives et de lobbying.



**En 2025, La Fraternité a poursuivi ses activités et son plaidoyer en faveur de la reconnaissance et de la protection des victimes de violence domestique, ainsi que l'évolution du cadre législatif. Ce travail de longue haleine, mené en collaboration avec différents acteurs des services spécialisés, a permis d'aboutir à des avancées significatives.**

En février 2025, La Fraternité a organisé une table ronde intitulée «Violence domestique : les victimes migrantes enfin mieux protégées». Celle-ci a réuni plus de 100 personnes – expert-e-s, personnalités politiques et partenaires issus de différents cantons – pour célébrer d'importantes avancées législatives obtenues cette année et débattre des défis qui subsistent.

Cette rencontre a marqué l'aboutissement de décennies d'engagement : depuis plus de vingt ans, La Fraternité milite aux côtés d'associations, de professionnel-le-s et d'acteur-ric-e-s politiques pour que la loi reconnaisse enfin la réalité des migrantes victimes de violence domestique. Ces efforts ont porté leurs fruits : au 1<sup>er</sup> janvier 2025, deux modifications législatives majeures sont entrées en vigueur. La Suisse s'aligne désormais sur les standards européens en matière de lutte contre les violences faites aux personnes migrantes, assurant une meilleure protection des victimes, indépendamment de leur statut migratoire.

### VERS PLUS D'ÉGALITÉ DANS LES PRISES EN CHARGE

Le service a poursuivi, en collaboration avec différents services de l'administration vaudoise et chapeauté par le Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH), le développement du projet cantonal visant une meilleure prise en charge des personnes migrantes victimes de violences conjugales disposant d'un statut de séjour précaire. Grâce à la possibilité, offerte dans le cadre de ce projet, de bénéficier d'une mise en protection au Centre d'accueil MalleyPrairie pendant au moins soixante jours, soit dans les mêmes conditions que toute autre victime, leur nombre y a doublé. De plus, elles sont plus nombreuses à maintenir leur permis de séjour (ou parfois faire valoir leur droit à l'obtenir) grâce au travail d'accompagnement de La Fraternité. La collaboration étroite avec le Service de la population, mise en place dans le cadre de ce projet, a également beaucoup amélioré la situation de ces personnes.

### VISIBILISER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES PERSONNES SANS STATUT LÉGAL

Le service s'engage pour que les personnes sans statut légal puissent avoir accès à la justice. En effet, nombre d'entre elles renoncent à dénoncer les infractions qu'elles subissent de peur de perdre leur permis de séjour ou par crainte qu'en s'annonçant aux autorités elles soient renvoyées de Suisse. Cette problématique a été mise en avant dans un rapport adressé durant l'automne au Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO). La Fraternité a par ailleurs été approchée par l'émission *Mise au Point* de la RTS à ce sujet.



La table ronde s'est tenue le 12 février 2025 et a accueilli Marie-Claude Hofner (experte GREVIO au Conseil de l'Europe et ancienne médecin associée à l'Unité de Médecine des violences du CHUV), Léonore Porchet (conseillère nationale et présidente de Santé Sexuelle Suisse), Chloé Maire (travailleuse sociale spécialisée en droit des étrangers à La Fraternité) et Philippe Bigler (directeur du Centre d'accueil MalleyPrairie et du Centre Prévention de l'Ale).

### PERMANENCES INFO-CONSEIL MIGRATION : UN DISPOSITIF ANCRÉ ET ÉVOLUTIF

2025 a aussi marqué le début de la deuxième décennie des Permanences Info-Conseil Migration régionales (PICM). Six permanences hebdomadaires desservent les régions de la Broye, du Chablais, de la Riviera, du Jura-Nord vaudois, de la Côte et de l'Ouest lausannois. Après plus de dix années de développement soutenu par le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI), les PICM ont confirmé leur pertinence en s'imposant comme une réponse concrète et agile aux besoins en matière de conseil et d'intégration des primo-arrivants comme des personnes étrangères installées dans notre pays depuis quelques années. Elles offrent un service de proximité, facile d'accès et une expertise pointue à la fois en droit des étrangers et en accompagnement social pour répondre aux problématiques complexes. Leur force réside dans leur capacité à proposer une prise en charge globale, à la fois généraliste et spécialisée. Une chose est sûre : le concept est désormais éprouvé et a démontré son utilité. Il saura s'adapter et évoluer avec les besoins futurs.

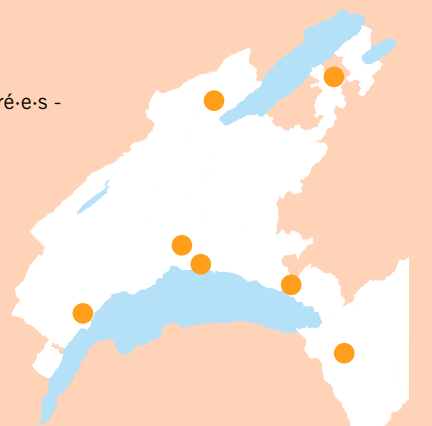
#### ÉQUIPE

Dounia Benyamina	Maria Muñoz
Alfonso Concha	Lucía Sancha
Guadalupe De Iudicibus	Myriam Schwab Ngamije
Béatrice Favre	Jonathan Thévoz
Julian Favre	Mirian Veloz
Silvia Herzig	
Bettina Leoni	
Chloé Maire	
Sophie Mayerat	
Francisco Merlo	

#### LIEUX

Le Service social pour les immigré-e-s - La Fraternité est présent dans sept lieux du canton.

AIGLE  
CLARENS  
LAUSANNE  
NYON  
ORBE  
PAYERNE  
RENS



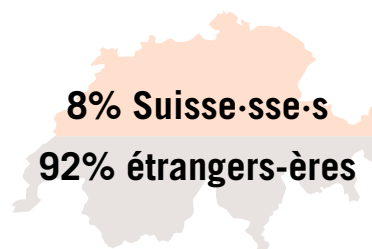
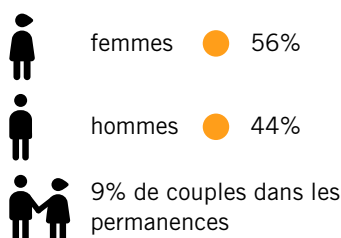
# STATISTIQUES LA FRATERNITÉ

	Usagers-ères	Nouveaux usagers-ères	Consultations
Consultation de suivi	552	173	2'244
Permanences	3'432	3'432	3'142
<b>Sous-total</b>	<b>3'984</b>	<b>3'605</b>	<b>5'386</b>
Conseils à des professionnel-le-s			334
<b>Total</b>	<b>3'984</b>	<b>3'605</b>	<b>5'720</b>

\* Permanences Lausanne et régionales PICM : Broye (Payerne), Ouest lausannois (Renens), Jura-Nord vaudois (Orbe), Riviera (Clarens), Chablais (Aigle) et la Côte (Nyon).

## 58% des consultations données en permanences en 2025

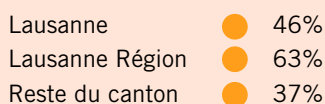
### Sur l'ensemble



## Consultation sur rendez-vous (suivis)



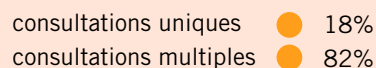
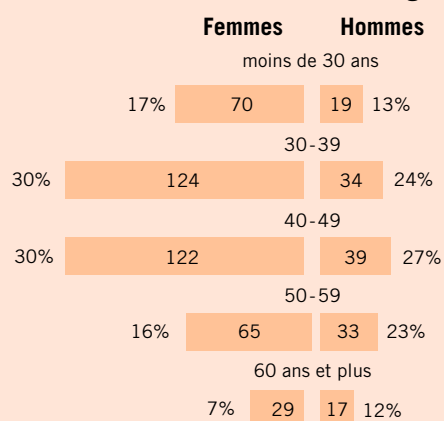
### Domicile des usagers-ères



### Genre



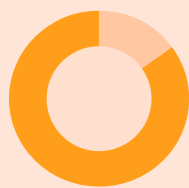
### Sexe et classes d'âge



### Situations

	Nombre de situations	Pourcentage
Nouvelles situations 2025	173	31%
Situations en suivi d'années précédentes	379	69%

## Provenance des usagers-ères



- 15% Européen-ne-s dont
  - 5% Espagne
  - 4% Portugal
  - 2% France
- 85% extra-Européen-ne-s dont
  - 34% Afrique
  - 23% Amérique du Sud

90 nationalités différentes

## Permis de séjour



- B 49%
- C 5%
- voie asile 8%
- précaires (attente, L, F, sans) 49%

Plus de 100% car cumuls possibles

## Motifs de consultation (occurrences)

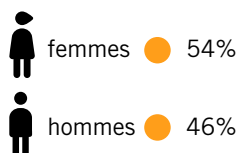


- statut 100%
- famille 53%
  - violences conjugales 21%
  - mariage, séparation, divorce 12%
  - regroupement familial 9%
- assurances sociales 15%
- santé 8%
- problèmes financiers 6%
- emploi 9%

Plus de 100% car cumuls possibles

## Consultations dans les permanences

### Genre

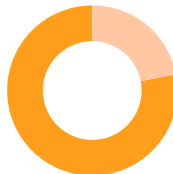


### Présence dans le canton



- 17% moins d'une année
- 83% plus d'une année

### Provenance des usagers-ères



- 27% Européen-ne-s dont
  - 10% Espagne
  - 7% France
  - 5% Portugal
- 73% extra-Européen-ne-s dont
  - 24% Afrique
  - 17% Amérique du Sud
  - 16% Europe extra UE (y c. Suisse-sse-s)

## Motifs de consultation (occurrences)



- statut 91%
- famille 49%
  - dont mariage, séparation, divorce 19%
- assurances sociales 14%
- emploi 9%
- naturalisation 4%
- autres\* 13%

\* logement, santé, finances, formation

Plus de 100% car cumuls possibles

## Permis de séjour



- B 42%
- C 11%
- voie asile 14%
- précaires (attente, L, F, sans) 44%

Plus de 100% car cumuls possibles

## ACTIVITÉS SOCIALES

# SERVICE JURIDIQUE

Le Service juridique permet à toute personne de prendre connaissance de ses droits, de ses obligations et de défendre au mieux ses intérêts. Chaque semaine, il assure deux permanences et dispense des consultations juridiques généralistes et gratuites dans tout le canton. Ces consultations, qui touchent de nombreux domaines du droit, peuvent se limiter à une information ou un conseil ou

déboucher sur des actions juridiques plus conséquentes. En proposant des aide-mémoire sur des thématiques spécifiques destinées au grand public, le service effectue aussi un travail de vulgarisation du droit, favorisant l'autonomie des personnes. Il dispense également des formations à l'attention de professionnel-le-s du réseau sociomédical.



**En 2025, le Service juridique a noté une augmentation des dossiers liés à l'intersection du droit du travail et des assurances maladies privées. Face à cela, le service a renforcé son accompagnement, apportant conseils et solutions adaptées aux travailleur-euse-s confronté-e-s à une insécurité juridique et financière importante.**

Depuis plusieurs années, le service constate une augmentation des consultations en lien avec les conditions de travail des usagers et des usagers du CSP Vaud. Si les questions relatives aux délais de résiliation et à la licéité des licenciements ont toujours été présentes, le service est confronté à des dossiers de plus en plus complexes, soulevant notamment des questions relevant des assurances perte de gain maladie. Ces assurances

obéissent à un fonctionnement qui leur est propre et qui, bien souvent, n'est pas coordonné avec les règles – relativement strictes – applicables en droit du travail, lesquelles visent à protéger les travailleuses et les travailleurs.

Des situations d'incapacité de travail peuvent en effet donner lieu à une divergence d'appréciation entre le médecin traitant et le médecin-conseil de l'assurance perte de gain maladie. Tandis que le premier atteste la persistance d'une incapacité, le second peut considérer que la capacité de travail est entière, mais dans un autre environnement professionnel. Sur cette base, l'assureur met fin aux indemnités journalières. Cette décision peut intervenir alors que le contrat de travail demeure en vigueur et que la personne assurée est médicalement dé-



Formation en droit de la famille, dispensée ici par Florent Gertsch (juriste au Service juridique du CSP Vaud).

clarée inapte à reprendre son activité auprès de son employeur actuel. Il en résulte une situation paradoxale : maintien du lien contractuel, impossibilité concrète de reprise, mais suppression du revenu de substitution.

Une telle configuration révèle une zone d'incertitude juridique. Chaque situation est particulière et il n'existe malheureusement pas de réponse standardisée. Le service s'efforce d'identifier des solutions adaptées, en fixant au besoin un rendez-vous, pour choisir parmi les nombreuses pistes. On constate toutefois que les obstacles juridiques sont importants et mettent à mal le sentiment de justice ressenti par les personnes. En effet, rares sont les cas observés où les assurances font marche arrière grâce au seul avis du médecin traitant, plaçant les travailleuses et les travailleurs devant le choix difficile d'assumer le risque des coûts d'expertise médicale ou d'honoraires d'avocat-e pour

engager une action civile. Probablement en raison de cela, la jurisprudence en la matière est beaucoup moins abondante que dans le domaine notamment des assurances sociales, ce qui a pour effet que la pratique des assureurs privés est peu encadrée.

### FORMATION EN DROIT DU TRAVAIL

Le droit du travail occupant une place croissante tant dans les consultations destinées aux usagères et aux usagers que dans celles adressées aux professionnel-le-s du réseau, le service a mis sur pied une nouvelle formation consacrée à cette thématique. Dispensée sur une journée par deux collègues, cette formation vise à aborder différentes problématiques du droit du travail afin de répondre au plus près aux intérêts des travailleuses et des travailleurs. Ayant rencontré un vif succès en 2025, elle sera reconduite en 2026.

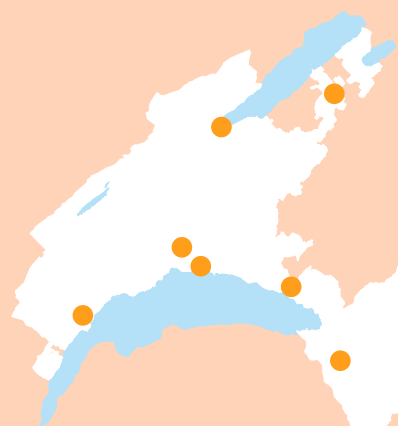
#### ÉQUIPE

Claudia Frick  
Magalie Gafner  
Florent Gertsch  
Denis Martin  
Caroline Meraldi  
Sophie Reymondin  
Eline Schwitzguébel

#### LIEUX

Le Service juridique est présent dans sept lieux du canton.

AIGLE  
LAUSANNE  
NYON  
PAYERNE  
RENENS  
VEVEY  
YVERDON-LES-BAINS



	Usagers-ères	Nouveaux usagers-ères	Consultations – expertises délivrées
Consultations	1'281	1'075	1'726
Expertise permanence juridique			2'914
Conseils à des professionnel-le-s			411
<b>Total</b>	<b>1'281</b>	<b>1'075</b>	<b>5'051</b>

## Permanence juridique

Dans le cadre de la permanence juridique, les juristes ont apporté leur expertise pour répondre à des demandes relayées par l'Accueil.

**2'914 renseignements juridiques ont ainsi été donnés.**

**20 domaines du droit concernés**, surtout: famille, assurances sociales, droit des étrangers, droit du travail, droit de bail, droit fiscal, LP, aide sociale, pénale...

Les renseignements juridiques délivrés dans le cadre des permanences juridiques ont augmenté de **5,2%** par rapport à 2024.

## Domicile des usagers-ères





Lausanne ● 28%  
 Lausanne Région ● 47%  
 Reste du canton ● 49%

## Situations

	Nombre de situations	Pourcentage
<b>Nouvelles situations 2025</b>	1'075	84%
<b>Suivis d'années précédentes</b>	206	16%


## Type de consultations

 75% de consultations uniques  
 25% de consultations multiples

 52% des consultations donnent lieu à du travail juridique hors entretien

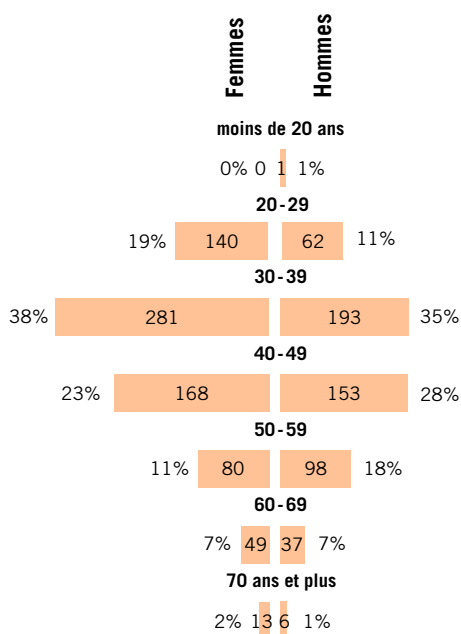
## Genre

 femmes 731 ● 57%

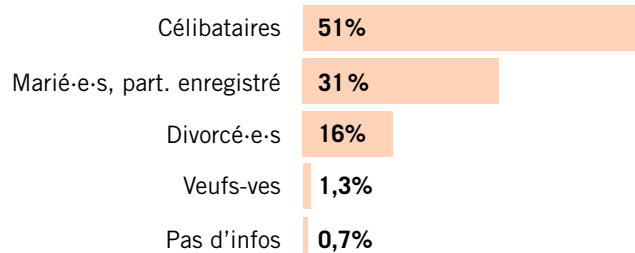
 hommes 550 ● 43%

Total 1'281 ● 100%

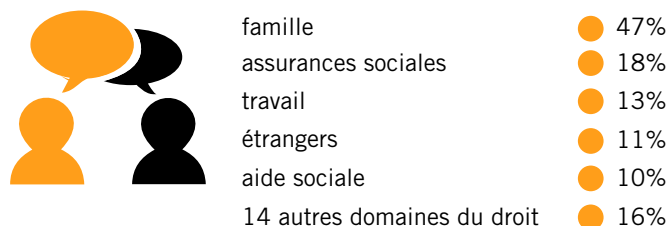
## Genre et classes d'âge



## État civil



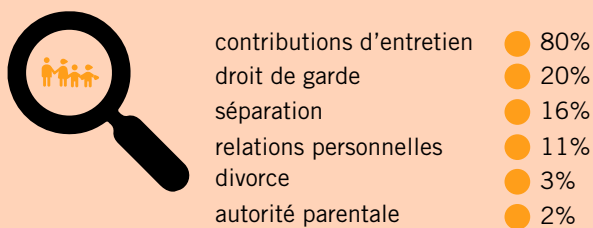
## Motifs de consultation selon domaines du droit (par ordre d'importance)



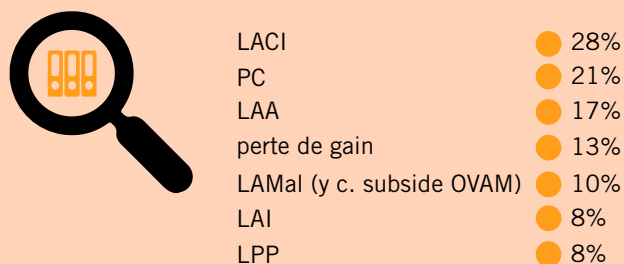
Plus de 100% car cumuls possibles

## ZOOM SUR

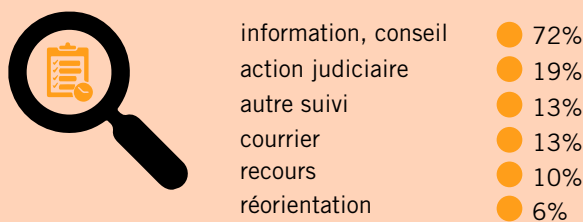
### Détail droit de la famille (dans l'ordre)



### Détail assurances sociales (dans l'ordre)



### Prestations



Plus de 100% car cumuls possibles

## ACTIVITÉS SOCIALES

# SERVICE CONSULTATION COUPLE ET FAMILLE

Le Service consultation couple et famille (CCF) offre une aide d'ordre psychologique et psychosocial à tout couple, ou toute personne en couple, dans la recherche de dialogue et de solutions pour trouver un nouvel équilibre, voire un mieux-être. En tenant compte du contexte familial, social et culturel, il favorise un dialogue constructif et respectueux. La CCF propose également des entretiens

de soutien familial et parental, notamment lors d'une séparation ou d'un divorce. Partenaire du programme cantonal Aide & Conseils pour les couples aux côtés de PROFA, la CCF propose des consultations dans six lieux du canton de Vaud. Elle assure, par «Info Couples», un service de consultation par téléphone et messagerie électronique.



**En 2025, le Service consultation couple et famille a poursuivi son engagement auprès des couples et des familles face aux défis relationnels, parentaux et aux transitions de vie. Entre assistance aux personnes victimes de violence domestique, soutien à la parentalité, accompagnement des seniors et travail en réseau, la CCF a consolidé ses compétences et son rôle de ressource de proximité.**

L'année 2025 aura à nouveau été imprégnée par la thématique de la violence dans le couple et la famille. Ce sujet malheureusement toujours d'actualité reste une préoccupation à différents niveaux : politique, social et thérapeutique. Forte de ce constat, la CCF a participé à la journée annuelle du réseau vaudois de lutte contre la violence domestique «contrôle coercitif : enjeux et pratique». Celle-ci a été organisée par le Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes et s'est déroulée au parlement cantonal vaudois.

## PARENTALITÉ-COPARENTALITÉ

Cette violence, qui touche les adultes, a un impact évident sur le développement des enfants. Pour cette raison, la consultation de couple offre un espace de travail sur la parentalité et la coparentalité avec ou sans problématique de violence. Afin d'étayer leurs outils, plusieurs professionnel-le-s de la CCF ont bénéficié d'une formation de cinq jours à l'Institut de formation et d'application des thérapies de la communication (IFATC) ayant pour thème «développer les compétences parentales : différents outils au service de la parentalité».

Bien que la CCF n'intervienne pas dans les situations de haut conflit, le service entretient une collaboration étroite avec la magistrature et reste une ressource pour toutes autres situations de séparation.

## SENIORS : PRISE EN CHARGE ET PROCHE AIDANCE

Un autre sujet phare de cette année est l'accompagnement des personnes de +65 ans. En lien avec le programme cantonal «Vieillir 2030» de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), la CCF réfléchit constamment et activement à la prise en charge des seniors. Afin d'élargir les compétences du service en lien avec cette population en augmentation, le CSP Vaud a coorganisé avec PROFA une demi-journée de réflexion sur la thématique des couples et seniors et de la proche aidance dans le cadre du Programme cantonal d'aide et de conseil pour les couples. Lors de cette matinée, le Service Consultation psychologique proches aidants du CHUV et l'association Espace Proches ont pris la parole sur ces enjeux.

La CCF a également participé le 1<sup>er</sup> octobre à la Journée internationale des personnes âgées, le thème de cette année étant : «L'âgisme et les liens intergénérationnels – Vieillir avec fierté».

## UNE ANNÉE DE TRANSITION

L'année 2025 a également été une année de transition pour la CCF, qui a vécu le départ à la retraite de Jacqueline Gay-Crosier et Marie-France Courvoisier après respectivement dix et vingt ans passés au sein du service. Au 1<sup>er</sup> décembre, deux nouvelles collègues ont été accueillies, dont une ayant



**Un moment plein d'émotions pour célébrer le départ à la retraite de Jacqueline Gay-Crosier et Marie-France Courvoisier après leurs nombreuses années d'engagement.**

terminé son stage pratique pour l'obtention du DAS HES-SO en Conseil conjugal et thérapie de couple au CSP Vaud. Ces engagements permettent entre autres de proposer des consultations en anglais et en espagnol.

Malgré cette transition, une légère augmentation des consultations de couple a été observée.

## COLLABORATION AVEC LE RÉSEAU

La CCF a perpétué sa coopération avec le réseau vaudois de partenaires, à travers plusieurs actions de promotion et de sensibilisation. La présentation de la CCF lors d'un café-contact au Sentier a réuni les acteurs du champ social de la région.

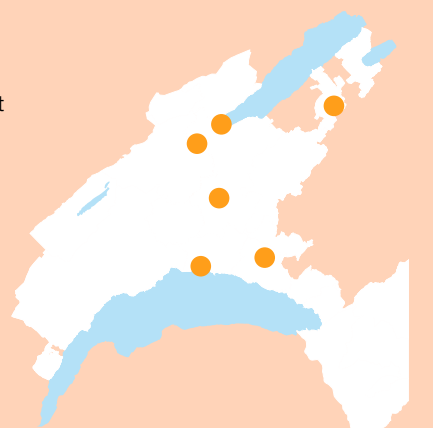
### ÉQUIPE

Alejandra Accard  
Marie-France Courvoisier  
Sara Devaud  
Jacqueline Gay-Crosier  
Joëlle Requena  
Marie Riviere  
Patricia Tombois

### LIEUX

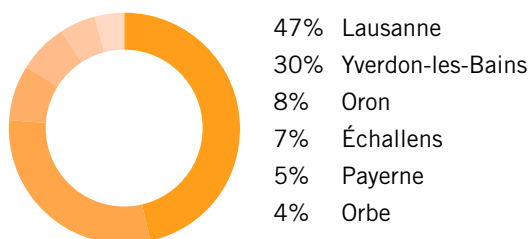
Le Service consultation couple et famille est présent dans six lieux du canton.

ÉCHALLENS  
LAUSANNE  
ORBE  
ORON-LA-VILLE  
PAYERNE  
YVERDON-LES-BAINS

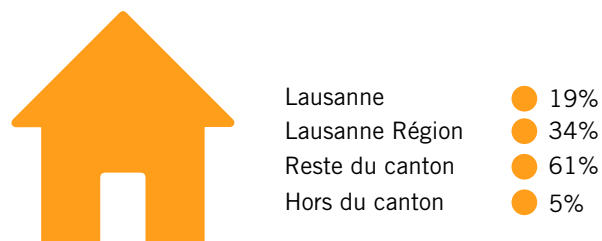


	Situations	Nouvelles situations	Consultations
Consultation Lausanne, Oron, Yverdon, Payerne, Orbe, Échallens	311	220	1'363
Situations de couples	274	193	1'231
Situations de personnes seules	27	19	101
Situations de famille / guidance parentale	10	8	31
Nombre de personnes reçues	595	421	

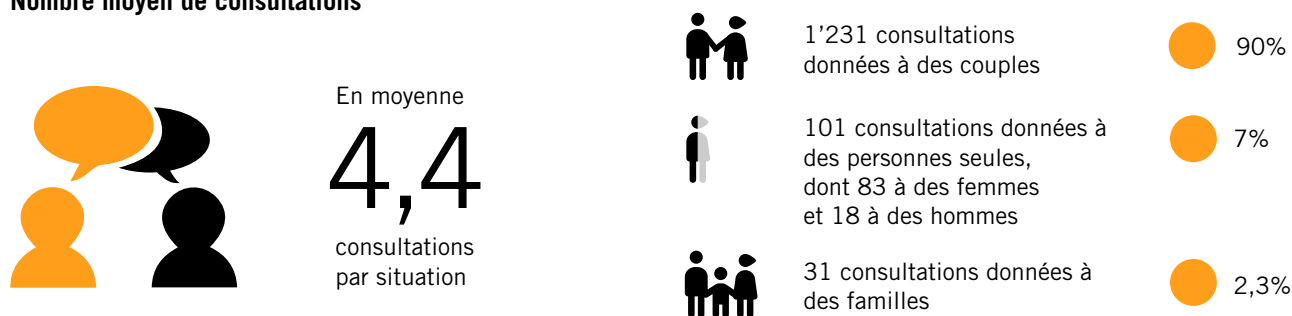
## Consultations selon le lieu



## Consultations selon domicile des usagers-ères



## Nombre moyen de consultations



## Situations

	Nombre de situations	Pourcentage	Nombre de personnes
Nouvelles situations 2025	220	71%	421
Situations en suivi d'années précédentes	91	29%	174

311 situations reçues dans l'année  
595 personnes reçues



274 situations de couples

88%

27 situations de personnes seules  
(sans partenaires), dont  
20 femmes et 7 hommes

9%

### Parmi les couples ayant consulté



168 marié-e-s /  
partenariat enregistré

61%



246 ont des enfants

90%

### Parmi les personnes ayant consulté seules



15 marié-e-s /  
partenariat enregistré

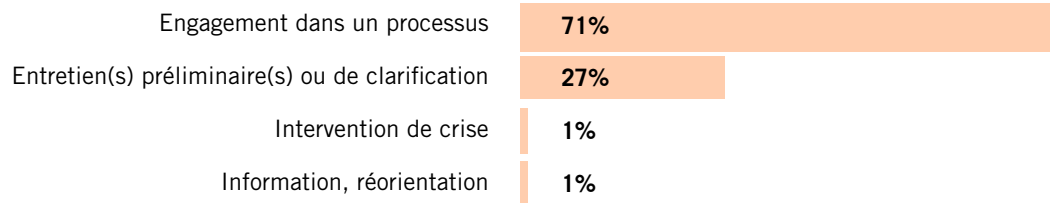
56%



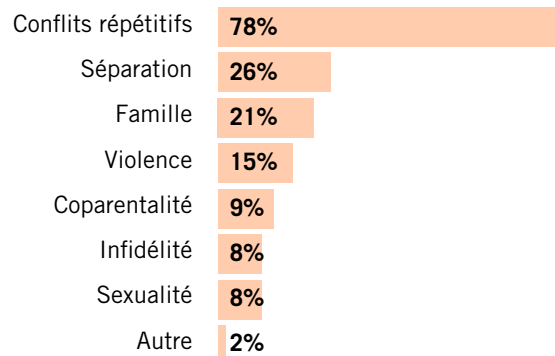
22 ont des enfants

81%

### Type de consultations données



### Motifs de consultation



# LUTTE CONTRE LE RACISME



La Lutte contre le racisme est un nouveau mandat, en partenariat avec le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI), pour renforcer le dispositif cantonal existant. Sa Permanence Info-Conseil Racisme régionale offre aux victimes ou témoins de situations de discrimination liée à l'appartenance ethnique, raciale ou religieuse un espace confidentiel et bienveillant, permettant de connaître leurs droits et leurs possibilités d'action, de recevoir des conseils sociojuridiques, ainsi que, si souhaité, d'être accompagné·e-s lors de différentes démarches. En plus de cette permanence, le CSP Vaud participe proactivement à des actions de sensibilisation, d'information et de formation relatives au racisme structurel, et s'engage au sein du réseau des associations actives dans la lutte contre le racisme afin de faciliter le dialogue interinstitutionnel.

**En 2025, la première PICR s'est ouverte à Yverdon-les-Bains, avec le soutien du BCI. Les victimes de discriminations raciales dans le Nord vaudois et la Broye y sont reçues et conseillées.**

Au total, 41 situations de victimes et de témoins d'actes racistes ont été accompagnées. En parallèle, 7 permanences et interventions ont été organisées à destination des professionnel·le-s, contribuant à renforcer le réseau régional sur la compréhension du racisme structurel et promouvoir les prestations proposées.

L'analyse des situations met en évidence une prédominance des discriminations liées à la xénophobie, au racisme anti-Noir, au racisme anti-musulman et à l'antisémitisme. Ces constats s'inscrivent dans la continuité des données observées au niveau national, confirmant que la région n'échappe pas aux dynamiques structurelles présentes en Suisse. Le principal secteur concerné reste le monde du travail, avec 25% des

situations signalées, suivi de l'espace public avec 15%, ce qui confirme la persistance de comportements discriminatoires dans la vie quotidienne et les interactions sociales ordinaires.

## S'ENGAGER POUR LE CHANGEMENT

Le coordinateur s'est également investi dans des actions de sensibilisation et de plaidoyer. Dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme, il a participé à plusieurs événements, dont celui organisé par la Ville d'Yverdon-les-Bains en collaboration avec des associations locales autour du thème de l'empathie. Un accompagnement adéquat, coordonné et durable des personnes victimes de discrimination raciale repose sur un engagement renforcé des institutions. Cette collaboration se poursuivra en 2026 autour des impacts du racisme sur la santé mentale et physique.

À la suite de tags racistes lors des Brandons de Payerne, le CSP Vaud, comme d'autres institutions et associations, a déposé une dénonciation pénale. Plusieurs personnes concernées ont contacté la permanence pour exprimer leur inquiétude face à la gravité des faits et à la banalisation de propos discriminatoires.

## DES FORMATIONS À L'INTERNE... ET BIENTÔT À L'EXTERNE

Afin de renforcer les compétences internes, plus de 80% des collaboratrices et des collaborateurs ont suivi une formation interne sur le racisme structurel. Le CSP Vaud prévoit dès 2026 de proposer des formations à destination d'institutions et d'associations externes intéressées.

## DES COLLABORATIONS AVEC L'ADMINISTRATION ET DES ASSOCIATIONS

Pour terminer, le CSP Vaud a poursuivi son travail de dialogue, d'échange et de réflexion avec diverses associations ainsi qu'avec l'administration lausannoise, notamment à la suite de l'affaire impliquant la police lausannoise et des groupes WhatsApp à contenu raciste, sexiste et discriminatoire, ainsi que du décès de deux jeunes lors d'une poursuite policière.

**COORDINATEUR**

**Samson Yemane**

# RIVIERA POUR VOUS



**Le projet Riviera pour vous, porté par le CSP Vaud, Caritas Vaud et l'ARAS Riviera (Association régionale d'action sociale) avec le soutien du canton de Vaud, a connu sa deuxième pleine année de fonctionnement en 2025.**

À l'Espace d'info sociale à Vevey, les personnes sont conseillées, et leurs droits à des prestations sociales sont vérifiés et activés le cas échéant. Les assistantes sociales soutiennent les demandes de rendez-vous auprès des structures compétentes et accompagnent les bénéficiaires, y compris physiquement, lors des orientations – et ce jusqu'à l'obtention d'une prestation ou d'un appui adapté.

En raison d'une fréquentation soutenue, l'une des quatre permanences hebdomadaires a été fermée dès le 1<sup>er</sup> mai afin de préserver la capacité de travail des assistantes sociales pour le suivi. En tout, 155 permanences ont été tenues, ainsi qu'un nombre équivalent de plages de cyberspace.

Durant l'année, 1'659 personnes se sont présentées aux permanences, que ce soit pour un premier entretien avec une assistante sociale généraliste (738 sur l'année), ou pour accéder au cyberspace, qui met à disposition plusieurs ordinateurs et l'appui d'une personne bénévole.

## SUIVI DES SITUATIONS

Les quatre assistantes sociales ont renseigné de façon immédiate 150 personnes lors des permanences. Elles ont par ailleurs suivi 643 dossiers sur l'année, donnant lieu à 1'364 consultations. En 2025, 591 dossiers ont été ouverts (92% du total), pour lesquels 1'070 consultations ont été dispensées. 83% de ces dossiers ont pu être clôturés dans l'année.

Au total, 704 orientations accompagnées ont été effectuées, et un appui social a été fourni dans toutes les situations suivies

Dans les consultations, les demandes les plus fréquentes (parfois multiples) touchent prioritairement les prestations sociales (49%), l'appui administratif (39%), les questions financières (20%) et le logement (10%). Viennent ensuite la santé (7%), le travail (6%) et la famille (5%); 10% relèvent d'autres thématiques.

Parmi les ménages se présentant pour la première fois, 68% avaient des difficultés financières, avec de nombreux besoins d'aide urgente.

## INCLUSION NUMÉRIQUE, ENGAGEMENT BÉNÉVOLE ET PERSPECTIVES

La fréquentation du cyberspace a presque doublé entre 2024 et 2025, atteignant 649 utilisations, soit une moyenne de 4,35 personnes utilisatrices par permanence, avec un taux de réussite de 98%. Les principales démarches concernent la recherche d'emploi ou de logement, les formalités administratives, l'obtention d'extraits de compte et les impressions.

50 ateliers numériques ont eu lieu sur l'année afin de renforcer l'autonomie face aux outils informatiques. 269 présences ont été relevées, avec une moyenne de 14 participations par personne. Les bénévoles qui se partagent l'appui à l'accueil, au cyberspace et dans les ateliers numériques ont cumulé 1'054 heures en 2025.

En fin d'année, la poursuite du projet a été confirmée, avec un financement garanti pour deux années supplémentaires.

### COLLABORATRICE CSP VAUD DANS L'ÉQUIPE

Justine Fazan  
Mey Razliki

ACTIVITÉS SOCIALES

# PRÉVENTION DE L'ENDETTEMENT NON MAÎTRISÉ DES JEUNES

PAR JET SERVICE ET LE SERVICE SOCIAL POLYVALENT



Le Service social polyvalent (SSP) et le Service social Jeunes (Jet Service) déploient ensemble des actions de prévention de l'endettement non maîtrisé des jeunes dans le cadre du Programme cantonal de prévention du surendettement. Ils dispensent des ateliers de prévention en milieu scolaire et extrascolaire qui ont pour objectif de permettre aux jeunes d'acquérir les notions et la compréhension nécessaires à leur gestion administrative et

financière. Le but est de favoriser leur autonomie grâce à l'amélioration de la capacité à faire des choix, ce qui leur permet également d'éviter les pièges de la société de consommation. La mise en œuvre du programme vise à démultiplier et pérenniser l'intervention préventive, en impliquant, sensibilisant et formant les personnes qui entourent les jeunes visé-e-s (corps enseignant, médiateurs et médiatrices, animateurs et animatrices, etc.).

**En 2025, les actions de prévention ont été nombreuses avec une forte implication de la Direction générale de la fiscalité (DGF) pour des ateliers menés conjointement et un soutien indispensable des enseignant-e-s.**

L'équipe de prévention du CSP Vaud a déployé une activité soutenue auprès des jeunes dans différents lieux de formation. Dans le post-obligatoire, 81 ateliers ont été menés (44 dans des écoles professionnelles et 37 dans des structures de transition). À l'école obligatoire, deux demi-journées de prévention ont été organisées à Yverdon-les-Bains et à Chavornay, combinant le spectacle *Parlons cash* de la Compagnie du Caméléon et huit ateliers du CSP Vaud. Quatre ateliers supplémentaires ont été conduits à l'école secondaire de Renens.

La prévention s'est également déployée hors du cadre scolaire, avec quatre stands dans deux Hautes écoles spécialisées (HES), deux dîners Quiz et une soirée thématique en milieu extrascolaire. Une formation-sensibilisation a par ailleurs été proposée aux assistantes sociales de l'École de l'Accueil (EdA) afin de préparer la reprise d'actions de prévention auprès des élèves de 2<sup>e</sup> année. En ligne, le CSP Vaud a répondu à 16 questions sur [ciao.ch](http://ciao.ch) et [ontecoute.ch](http://ontecoute.ch), tandis que les pages «Faire un budget», proposant informations et modèle de budget, ont été les plus vues.

Les échanges avec les jeunes montrent des préoccupations récurrentes autour du coût de la vie et de la santé, mais aussi des relations sociales, perçues elles aussi comme ayant un coût. Les discussions autour du budget font ressortir les privations en lien avec les régimes d'aides sociales – minimum vital des jeunes de l'Établissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) par exemple, mais aussi en lien avec le Revenu d'insertion (RI) et les bourses – et la complexité administrative pour accéder aux dispositifs d'aide. Parallèlement, le désir d'aisance financière reste très présent, parfois nourri par un environnement marqué par les influenceuses et les influenceurs, et les promesses de gains rapides. Ces constats confirment la pertinence d'un travail de prévention alliant information financière, réflexion critique et soutien à l'autonomie des jeunes.

## **IMPLICATION DES ACTEURS ÉTATIQUES ET DES ÉTABLISSEMENTS**

Les actions de prévention ont bénéficié d'une présence importante de la DGF avec 57 ateliers conjoints. Un sondage a été réalisé par le CSP Vaud pour en vérifier la pertinence auprès des élèves. Les résultats sont très positifs. Les jeunes déclarent avoir compris les informations, augmenté leurs connaissances et savoir vers qui se tourner en cas de question. Les commentaires laissés à la fin du sondage comportent de nombreux remerciements, y compris pour la DGF.



**Le photolangage, un outil de prévention utilisé dans le cadre des actions dans les écoles.**

Pour le CSP Vaud, ces ateliers conjoints représentent une plus-value en termes de citoyenneté et de prévention du surendettement, en particulier pour éviter la taxation d'office si la déclaration n'est pas faite. Pour les jeunes contribuables qui doivent remplir leur déclaration (suisse ou avec permis C) ou pour celles et ceux dont l'impôt est prélevé «à la source», les informations permettent de comprendre le système.

Sur le terrain, le corps enseignant a joué un rôle essentiel, en intervenant avant et après l'atelier mené par le CSP Vaud, ou en sollicitant les élèves sur les sujets à aborder. À la Haute École de Santé - Vaud, l'action de prévention a bénéficié de l'apport de l'assistante sociale et de l'association estudiantine, en parallèle aux semaines consacrées au bien-être et à la santé mentale.

## **PAROLE EXPERTE RENFORCÉE ET DÉPLOYÉE**

Les jeunes expérimentent de nouvelles manières de gérer l'argent (qui se dématérialise) et de consommer (très souvent par internet). Cela implique pour les professionnel-le-s une mise à jour des connaissances afin de pouvoir échanger avec les jeunes, d'autant plus que certaines pratiques risquées (paiements ou investissement en ligne, jeux d'argent ou arnaques) peuvent provoquer des pertes d'argent. Le CSP Vaud a documenté ces questions (lectures, émissions diverses sur le sujet) et concrétisera ce travail en 2026 par un document qui servira de référence pour l'animation d'actions de prévention, toujours en lien avec les valeurs de non-jugement.

Cette expertise a été mise à profit dans le cadre du programme *Parlons Cash* (collaboration avec les pilotes et les partenaires) mais également déployée dans l'espace public (colloques, modules et expertise HETSL, médias romands comme *Tataki*).

# ACTIVITÉS SOCIOCOMMERCIALES

# SERVICE DES GALETAS



**Les Galetas ont continué à porter leur double mission sociale et environnementale en 2025. L'année a été marquée par des résultats économiques solides, des temps forts événementiels et un engagement bénévole constant au sein des six magasins du CSP Vaud.**

En 2025, les chiffres d'affaires des six magasins demeurent globalement stables et s'inscrivent dans la continuité des bons résultats de l'année précédente, témoignant de la solidité du modèle et du travail remarquable des bénévoles et des équipes. Une progression du chiffre d'affaires est notamment observée pour les Galetas de Payerne et de la Palud, confirmant l'attractivité de ces points de vente. Les textiles continuent à être le produit le plus vendu, tous magasins confondus.

## FOCUS PAR MAGASIN

En 2025, le Galetas de la Blécherette s'est distingué par une forte implication dans des projets culturels, sociaux et événementiels, renforçant son rôle de partenaire engagé sur les enjeux de solidarité et d'économie circulaire. La collaboration avec l'EPER s'est notamment poursuivie dans le cadre de l'expérience immersive «Papier blanc», développée

à l'occasion des 20 ans de l'entrée en vigueur du régime de l'aide d'urgence. Portée par le Service d'aide juridique aux exilé-e-s (SAJE) de l'EPER, le collectif Pourquoi pas nous, Point d'Appui et les Galetas du CSP Vaud, cette installation visuelle et sonore visait à sensibiliser le grand public aux conditions de vie précaires des personnes concernées. Le CSP Vaud y a contribué par la mise à disposition de mobilier et d'objets pour deux expositions, organisées à la HETSL et à Pôle Sud en novembre. Par ailleurs, le Galetas a participé pour la première fois à la 8<sup>e</sup> édition de l'Ethical Fashion Show «The Secret Garden», organisé le 7 mars à l'UNIL par l'association Oikos Lausanne, engagée dans la promotion de l'économie circulaire et du management responsable, en prêtant du matériel pour le défilé. Enfin, la vente de printemps sous forme de braderie, tenue le 17 mai, a rencontré un succès notable, enregistrant les meilleurs résultats des cinq dernières éditions.

Cette année a également été marquante pour le Galetas de Montreux, notamment avec la célébration des 10 ans d'engagement de son responsable. L'activité a été portée par une équipe de bénévoles particulièrement investie, contribuant à

une augmentation du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente. Le renforcement de l'équipe, avec l'arrivée d'une personne tigitiste (soumise à un travail d'intérêt général), d'une personne de Mode d'emploi et d'un civiliste, a permis de soutenir cette dynamique positive. Enfin, l'organisation d'événements communautaires, en particulier la vente de Noël début décembre, a rencontré un vif succès avec une journée record comptabilisant 390 clientes et clients.

À Payerne, le Galetas a pu compter sur l'engagement de 25 bénévoles, soutenus par deux civilistes et deux personnes en mesure de réinsertion, totalisant 4'600 heures de bénévolat. L'activité de ramassage et de livraison a atteint 350 interventions sur l'année. Une forte augmentation des dons, estimée à environ 30%, a été observée, tout comme une progression des ventes de 11%, en partie liée à la fermeture d'un magasin de seconde main à Estavayer-le-Lac. Ces résultats confirment l'attractivité du site et son rôle central dans la région.

### DIGITAL

Les activités de communication digitale se sont poursuivies en 2025, avec une augmentation du budget alloué à la promotion en ligne. Cet investissement a permis de mieux faire connaître les Galetas, notamment auprès de nouveaux publics, de consolider les liens avec la communauté existante, d'affirmer leur positionnement comme acteur de référence dans le domaine de la seconde main et, potentiellement, de contribuer à la fréquentation des magasins.

### TRAVAIL MAIN DANS LA MAIN AVEC LA HETSL

Des étudiant-e-s de la HETSL ont mené un travail de terrain au sein de nos Galetas autour de la thématique du bénévolat. Après de nombreux échanges d'idées entre les étudiant-e-s, une bénévole et des professionnel-le-s du Galetas, le groupe a proposé l'organisation d'une journée portes ouvertes dédiée au bénévolat. Dans une perspective d'innovation, la réflexion a ouvert de nouvelles pistes pour mieux faire connaître notre action, susciter l'envie de rejoindre l'aventure en tant que bénévole. L'idée a été retenue et constitue désormais un projet envisagé pour les prochaines années.



L'Ethical Fashion Show vise à sensibiliser les étudiant-e-s à l'impact de l'industrie textile et à proposer des alternatives responsables.



Le Service des Galetas débarrassant une armoire afin de lui donner une seconde vie.

#### ÉQUIPE

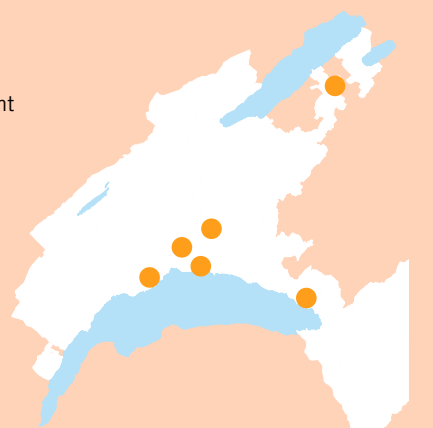
Sonia do Carmo Pereira  
 Nathanaël Duttweiler  
 Vincent Fleury  
 Olivier Gretler  
 Gauthier Lahore  
 Amar Lefrad  
 Yannick Martin  
 Cédric Maulaz  
 Virginie Niklaus  
 Françoise Roux

Eric Schaffter  
 Olivier Walter  
 Et l'ensemble des bénévoles

#### LIEUX

Le Service des Galetas est présent dans six lieux du canton.

LAUSANNE  
 LE MONT-SUR-LAUSANNE  
 MONTREUX  
 MORGES  
 PAYERNE  
 RENENS



## STATISTIQUES

	Nombre de tickets par jour (moyenne)	Nombre de ramassages	Débarras facturés	Civilistes	Mesure de réinsertion (nombre de personnes)
<b>Galetas de la Blécherette</b>	119	par an 300 x	par an 16 x	8 pers. pour 20mois au total	5
<b>Galetas de Payerne</b>	97	par an 350 x + livraison	–	2 pers.	2
<b>Galetas de Montreux</b>	82	par an 340 x	par an 18 x	2 pers.	5
<b>Galetas de la Palud</b>	35	*	*	*	*
<b>Galetas de Morges</b>	14	*	*	*	*
<b>Galetas de Renens</b>	11	*	*	*	*

\* Seuls les grands Galetas (Blécherette, Payerne et Montreux) font des ramassages et des débarras facturés, accueillent des civilistes et des personnes faisant l'objet d'une mesure de réinsertion.

	Nombre de bénévoles	Nombre d'heures bénévoles effectuées dans nos magasins, total sur l'année
<b>Galetas de la Blécherette</b>	40	6'000
<b>Galetas de Payerne</b>	25	4'600
<b>Galetas de Montreux</b>	39	5'600
<b>Galetas de la Palud</b>	21	2'800
<b>Galetas de Morges</b>	12	1'600
<b>Galetas de Renens</b>	16	2'800



### REMERCIEMENTS

Le CSP Vaud exprime sa reconnaissance envers ses 156 bénévoles, pilier essentiel des Galetas. Leur dévouement hebdomadaire a contribué à faire des magasins des espaces dynamiques et accueillants.

Il remercie également les donatrices, les donateurs comme les clientes et les clients qui contribuent quotidiennement à la mission des Galetas. Ce soutien continu permet aux magasins de prospérer et de fournir des solutions durables pour les personnes en difficulté.

# ACTIVITÉS DE SOUTIEN

# LES RESSOURCES TRANSVERSALES

Le service soutien regroupe des fonctions transversales dotées des compétences et des ressources nécessaires en organisation institutionnelle, politique et actions sociales, finances, secrétariat, intendance, informatique, protection des données, communication, recherche de fonds et ressources humaines. Il exerce une fonction de soutien auprès de la directrice ou du directeur, des services et des membres de l'équipe.

## DIRECTION STRATÉGIQUE

La Direction stratégique (Dirstrat), composée de la directrice, de la responsable des questions institutionnelles, du ou de la responsable de l'action sociale et de la responsable de politique et recherche sociales, a déployé ses activités pendant toute l'année pour traiter les questions intra- ou inter-services ou en lien avec la mise en œuvre des prestations sociales et des activités sociocommerciales. Cette année, la Dirstrat s'est particulièrement investie dans les chantiers suivants :

- Révision de la grille salariale.
- Finalisation de la Stratégie institutionnelle 2026-2030, adoptée par l'Assemblée générale en juin.
- Lancement en janvier d'une nouvelle Permanence Info-Conseil Racisme à Yverdon-les-Bains et accompagnement du développement des activités liées à la thématique (formation, sensibilisation des acteurs institutionnels, etc.).
- Soutien stratégique et opérationnel au déploiement des Permanences sociojuridiques Jeunes dans la Riviera et le Chablais.
- Soutien à La Fraternité et à l'équipe en charge des Permanences Info-Conseil Migration, échanges avec le BCI.
- Pilotage du renforcement de la prise en charge des femmes migrantes victimes de violences conjugales à La Fraternité. Organisation d'une table ronde sur le sujet (voir p. 17).
- Soutien et pilotage du projet *Riviera pour vous* (voir p. 29), en étroite collaboration avec Caritas Vaud et l'ARAS Riviera, et demande de prolongation de la subvention.
- Participation à la conférence de presse annuelle des 4 CSP, cette année sur la révision de la Loi sur les poursuites, réponse aux nombreuses sollicitations des médias.
- Réponses à des consultations : en janvier, à la proposition vaudoise de révision partielle de la Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL), ainsi qu'à la consultation fédérale sur l'Avant-projet de révision partielle de la loi sur l'aide aux victimes d'infractions LAVI ; en mars, à la consultation fédérale sur la mise en œuvre de l'initiative parlementaire de Samira Marti, *La pauvreté n'est pas un crime*, au nom de CSP.ch. Et en octobre, à la proposition de Loi sur la mise en œuvre de l'action sociale cantonale et les établissements régionaux d'action sociale (LERAS), sur le plan vaudois.
- Présidence du Conseil professionnel de la HETSL et contribution à la journée de clôture des 60 ans de l'école, notamment à la Table ronde «Les enjeux de la formation tertiaire et sa valorisation pour les métiers du travail social et de la santé».
- Collaboration avec l'Observatoire des précarités de la HETSL.
- Travaux d'amélioration des relevés statistiques et accompagnement du développement de la base de données PAX.
- Amélioration de la prise en charge des questions liées à la santé au travail.
- Finalisation du plan de financement de la rénovation du Galetas de la Blécherette.





Après seize années à la tête du Comité du CSP Vaud, Anne Baehler Bech a cédé sa place à la présidence à Alexandre Cavin, secrétaire général de la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) depuis 2016 et membre actif du Comité du CSP Vaud depuis 2019.

## L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale ordinaire s'est déroulée le 16 juin à La Fraternité et a permis l'adoption des comptes 2024 et du budget 2026. À cette occasion, la présidente sortante, Anne Baehler Bech, a été chaleureusement remerciée pour ses seize ans à la présidence de l'association, et Alexandre Cavin a été élu pour lui succéder.

## COMPTABILITÉ ET FINANCES

Les comptes 2025 ont été bouclés de manière conforme aux normes Swiss GAAP RPC. Des dépenses maîtrisées conformes au budget, les bons résultats de la recherche de fonds et surtout les excellents chiffres d'affaires réalisés par les Galetas ont permis de clôturer les comptes 2025 sans le déficit annoncé initialement.

L'audit financier et de conformité mené par la DGCS et rendu en 2025 a confirmé la qualité de la gestion financière du CSP Vaud et n'a révélé aucun dysfonctionnement majeur. Il a mis en évidence des pistes d'amélioration pour la comptabilité analytique et le suivi des déclarations de conflits d'intérêts des membres du comité.

## SECRÉTARIAT INSTITUTIONNEL

Le secrétariat, en sus de la gestion courante (courrier, téléphone, mails, etc.), est organisé autour de trois axes principaux : le soutien aux activités institutionnelles (colloque général, bureau, Comité, AG), et administratives (contrats, assurances, correspondances, etc.), le soutien aux services sociaux (répondance téléphonique CCF, suivi et versements des aides financières urgentes (AFU),

archivage, mise en page, formations, etc.) et le soutien à la recherche de fonds (organisation de la vente de chocolat, fichier d'adresses, suivi des dons...). Cette organisation a permis d'absorber l'importante charge de travail tout au long de l'année.

Le secrétariat, tout comme l'intendance, le helpdesk et les RH sont également directement impliqués dans le processus d'accueil et départ des collègues, comportant pas moins d'une vingtaine de procédures interdépendantes.

Le recrutement en début d'année d'une suppléante au poste d'intendante a permis la continuité de ce service, central au bon fonctionnement de l'institution.

## INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES, NUMÉRIQUES ET PROTECTION DES DONNÉES (IT)

En 2025, le service IT a dû faire face à une croissance continue et à une complexité technologique accrue. Afin de répondre efficacement à ces défis, l'équipe a été renforcée par l'engagement d'un informaticien à 80%. Cette ressource supplémentaire s'est révélée indispensable pour absorber l'augmentation des demandes, améliorer la réactivité du support et accompagner l'adaptation du CSP Vaud aux enjeux de l'ère numérique.

L'intégration d'un civiliste au sein du service a également permis de consolider l'approche pluridisciplinaire de l'équipe. Son appui a contribué au support utilisateur, au développement ainsi qu'au soutien à la communication et au secrétariat, favorisant une meilleure transversalité des compétences.

Le service IT a également été fortement sollicité pour le support aux applications métier et aux outils informatiques, indispensables pour structurer, planifier et améliorer le travail collaboratif autour de problématiques transversales.

## Sécurité et protection des données

Dans le cadre de la mise en conformité en matière de protection des données, une plateforme de sensibilisation à la sécurité de l'information a été déployée. Chaque mois, un module de formation aborde des thématiques en lien avec les tendances actuelles en cybersécurité, en s'appuyant sur des situations concrètes. Le taux de participation particulièrement élevé aux premiers modules témoigne d'un engagement collectif fort pour renforcer les bonnes pratiques et mieux se prémunir contre les cyberattaques.

Un processus formalisé de recueil du consentement des bénéficiaires pour l'utilisation de données statistiques anonymisées a également été mis en place.

# LA STRATÉGIE INSTITUTIONNELLE 2026-2030



Pour construire cette 2<sup>e</sup> Stratégie institutionnelle, toutes les instances du CSP Vaud ont dans un premier temps fait le bilan de la Stratégie 2020-2024. De là ont émergé les objectifs institutionnels, combinant les priorités institutionnelles, celles des services et du Comité, en tenant compte du contexte actuel. Ils ont été présentés à l'Assemblée générale de juin.

Le CSP Vaud priorise ses activités autour de quatre objectifs :

## 1. INCLUSION ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Être à l'écoute des nouveaux besoins et construire des réponses adaptées qui permettent de toucher en particulier les publics les plus précaires. Travailler en réseau, atteindre au plus tôt les personnes dans leur parcours de difficultés et remonter les problématiques aux décideurs. Lutter activement contre les discriminations.

## 2. CADRE DE TRAVAIL SOUTENANT

Offrir un cadre de travail adapté et soutenant qui réponde aux exigences et aux besoins spécifiques des activités sociales subissant toujours plus de pressions.

## 3. DURABILITÉ ET FINANCEMENTS PÉRENNES

Développer des activités dans l'économie circulaire grâce à ses Galetas, et en saisissant des opportunités de collaboration avec des partenaires du réseau vaudois et romand. Cette stratégie renforce en parallèle ses capacités financières propres.

## 4. SUIVI QUALITÉ ET TRANSITION NUMÉRIQUE

Veiller à la qualité et à l'amélioration continue des prestations en respectant les modalités d'une gestion transparente et efficiente. S'appuyer sur des processus clairs et des outils numériques adéquats qui facilitent le travail au quotidien et le valorisent.

## Maîtrise de l'infrastructure et évolution des outils métier

Enfin, l'infrastructure a été modernisée avec la mise à jour majeure du serveur et la création d'un environnement de test. L'administration interne du logiciel de gestion des bénéficiaires et l'hébergement local des données garantissent une maîtrise complète, sécurisée et durable des outils stratégiques du CSP Vaud.

## Un nouveau CRM pour garantir la continuité des dons

Suite à la faillite de Dware (février 2025), le CSP Vaud a lancé en urgence un appel d'offres pour sécuriser son CRM de recherche de fonds et de communication. Un cahier des charges complet a permis de sélectionner puis d'implémenter rapidement Q-Campaign. Ce nouvel outil consolide les processus de mailings et renforce la qualité des données, tout en garantissant la continuité des dons et l'accès aux adresses des partenaires du CSP Vaud et de ses services.

## RESSOURCES HUMAINES

L'année 2025 a été marquée par la mise en œuvre de la première étape de la nouvelle grille salariale, adoptée par le Comité le 10 décembre 2024. Le Groupe de travail issu du Comité a continué à plancher en concertation avec la Commission du personnel sur l'élaboration du Document cadre de mise en œuvre de la grille salariale, qui permet de formaliser et préciser certaines décisions. Il a également travaillé sur la révision du Statut du personnel qui sera discutée avec l'équipe en 2026.

De nombreux recrutements en raison de départs, de retraites, de remplacements et de nouveaux postes ont occupé les RH. Le nombre de collaboratrices et collaborateurs au 31 décembre 2025 s'élevait à 93 pour 64,33 équivalents plein temps (EPT).

*Suite page 39*

# ÉCLAIRAGE VIE INSTITUTIONNELLE



Engagement et participation lors de l'Assemblée générale 2025 du CSP Vaud.

## La participation : l'ancrage du CSP Vaud dans la réalité sociale

Le travail collectif menant à la 2<sup>e</sup> Stratégie institutionnelle a été une expérience enrichissante. Il a permis de mettre en lumière les réalisations et les avancées de l'institution et des services, de faire un point sur le contexte social dans lequel s'inscrivent ses actions et d'identifier ensemble des priorités pour les cinq prochaines années. Croiser les regards de professionnel-le-s aux parcours, formations, âges et expériences variés – y compris leur ancienneté au sein du CSP Vaud, permet de produire des analyses profondément ancrées dans le réel.

Ce fonctionnement, en adéquation avec le Code de déontologie du travail social, se fait au quotidien. Régulièrement, les observations de terrain sont partagées, issues de récits rapportés directement par les personnes reçues lors des permanences ou des consultations. Autour de ces situations parfois récurrentes, les équipes croisent leurs regards, leurs compétences afin de documenter les problèmes persistants ou émergents, pour en percer les racines et chercher à les résoudre.

Ces deux chantiers ont témoigné de la capacité du CSP Vaud à se remettre en question et à évoluer dans un cadre exigeant. Ils ont posé des bases solides pour les développements futurs de l'institution.

## Étendre la participation aux personnes expertes de leur vécu

Depuis 2022, le CSP Vaud s'engage à co-construire avec ses publics la réflexion sur ses activités. La collaboration avec la HETSL autour du cours «Le développement de l'innovation en travail social» permet aux services d'expérimenter progressivement de nouvelles approches intégrant les contributions et les expertises des personnes concernées. Les analyses des besoins et des enjeux sont enrichies par ces apports extérieurs qui offrent un angle nouveau et rendent les prises de position de l'institution plus crédibles.

## Accueillir à sa juste valeur l'expertise du champ social

Le travail social, juridique et en conseil conjugal, mené par les équipes professionnelles repose sur des compétences pointues, des méthodes d'intervention, des outils favorisant la participation des publics et le travail en réseau avec d'autres professionnel-le-s. Ces expertises interdisciplinaires permettent de mieux comprendre les problèmes sociaux et d'élaborer des solutions innovantes.

Aujourd'hui, face à des défis majeurs – perte de droits, inégalités, manque de solidarité, difficultés de financement – le CSP Vaud aspire à ce que son expertise soit reconnue, valorisée et écoutée. Pas seulement parce qu'elle est utile – mais parce qu'elle est nécessaire et qu'elle s'inscrit dans des valeurs fortes : dignité humaine, droits humains et justice sociale.

**Céline Erard,**  
responsable des questions institutionnelles

# ÉCLAIRAGE SOCIAL

L'année 2025 restera marquée par un contexte difficile, qui n'a pas empêché le CSP Vaud de maintenir, voire de renforcer ses activités de conseil sociojuridique et de prévention, pour répondre à des besoins sociaux importants. Quelques exemples.

## Migration sous tension

Projet de concrétisation extrêmement décevant de l'initiative *La pauvreté n'est pas un crime*, adoption par les Chambres fédérales (contre l'avis du Conseil fédéral) de deux motions visant à *systématiser l'échange de données sur les migrants en situation illégale*, actes de solidarité poursuivis en justice (délit de solidarité), renvois forcés (Dublin) de personnes et familles vulnérables, les signaux de durcissement de la politique migratoire n'ont pas manqué. Dans le même temps, l'action du Service social pour les immigré-e-s s'est encore renforcée, avec une augmentation globale du volume de consultations et notamment dans les permanences hebdomadaires. Le soutien aux victimes migrantes de violences domestiques s'est également accru durant cette année.

## Logement sous tension

Les services sont fréquemment confrontés aux problèmes concrets qu'une partie de la population rencontre en matière de logement, qu'il s'agisse de difficultés à trouver un logement, le poids excessif des loyers pour beaucoup de

budgets, et les expulsions. Pour le CSP Vaud, cette préoccupation passe aussi par sa contribution à l'Association vaudoise pour la sauvegarde du logement des personnes précarisées (AVSL), qui s'emploie notamment à éviter les expulsions. Bien que fortement sollicitée, l'association se trouvait en difficulté pour sa survie, faute de soutiens financiers suffisants. Cette situation s'est heureusement améliorée grâce à l'obtention d'une subvention cantonale espérée depuis longtemps. Cette dernière a permis d'assurer la poursuite des activités et d'augmenter les forces face aux nombreux besoins.

## Et social sous tension!

Mais 2025 restera aussi marqué par les mobilisations importantes du secteur public et parapublic vaudois contre les annonces de coupes budgétaires touchant des domaines sensibles comme la santé, l'accueil de jour des enfants, l'asile, l'éducation et l'action sociale. Ce contexte politique tendu se juxtapose à une situation de pénurie de personnel qualifié dans les professions sociales, couplée à des besoins d'amélioration des conditions de travail et de rémunération. La valorisation des métiers du social et de leur rôle essentiel pour la société constitue d'autant plus un enjeu prioritaire.

**Caroline Regamey,**  
responsable politique sociale et recherche

## DES ÉTUDIANT·E·S DE LA HETSL AU CŒUR DES SERVICES

Une quinzaine d'étudiant·e·s en 3<sup>e</sup> année de Bachelor en Travail social ont expérimenté en immersion au CSP Vaud une méthodologie visant «Le développement de l'innovation en travail social». Pour cette 4<sup>e</sup> volée, les services de l'Accueil, du Service social polyvalent et des Galetas ont ouvert leurs portes aux étudiant·e·s de septembre à décembre, à raison d'une journée hebdomadaire pendant 7 semaines. Leur mission: co-construire avec des personnes expertes du vécu et des professionnel·le·s un projet innovant, réalisable au sein du service concerné.

## COMMUNICATION

### La campagne des quatre CSP

La campagne annuelle des quatre CSP s'est articulée autour de la conférence de presse commune du 2 septembre, consacrée au surendettement des personnes privées et à une «politique de la seconde chance». Les CSP y ont présenté leurs constats de terrain et leurs recommandations dans le cadre de la révision de la Loi sur les poursuites et les faillites (LP). L'équipe communication du CSP Vaud a contribué au dossier de presse, au suivi des relations médias et a assuré la technique pour une diffusion en ligne (ou en visio-conférence) en direct. L'affichage public, la campagne digitale, la diffusion au cinéma ainsi que le numéro des *Nouvelles* consacré à la campagne ont été déployés en septembre.

En parallèle, le responsable de la communication a poursuivi la préparation et la coordination de la campagne 2026 (dossier LoRo, concours d'agence, affinage du concept visuel ainsi que de la stratégie et du plan média).



## RECHERCHE DE FONDS

Le volume des dons privés s'est situé au niveau de 2024, grâce à des courriers d'appel de fonds aux donatrices et aux donateurs, des courriers auprès d'un public plus large, des annonces dans la presse et sur les réseaux sociaux, des demandes de soutien auprès des fondations et des communes, des legs testamentaires, ainsi que des collectes et la vente de chocolat.

## Investissement dans les mailings froids

Un investissement a été consenti à nouveau en 2025 pour un mailing d'acquisition, afin de toucher de nouvelles personnes susceptibles de soutenir l'association.

## Vente de chocolat

En 2025, le CSP Vaud a proposé un nouveau chocolat, fondant et croquant avec des éclats de caramel et une pointe de sel de mer. Ce chocolat bio et Fairtrade a été choisi avec soin pour son respect de l'environnement et de ses producteurs. Les retours ont été très positifs : le stock de 9'000 plaques a ainsi été écoulé.

Cette action solidaire a compté environ 150 heures de bénévolat. L'équipe du CSP Vaud a dédié 15 heures à la préparation logistique, 30 aux livraisons et 40 sur les stands.

La vente directe a permis de distribuer plus de 2'000 plaques aux entreprises, associations, communes, épiceries et privés.



La vente de chocolat s'est déroulée les 19, 20 et 21 novembre dans plusieurs localités vaudoises.

## Journal les Nouvelles

Les quatre numéros des *Nouvelles* ont traité, en mars, de la réforme de la Loi sur les poursuites, en juin du lien conjugal, en septembre de l'administration source d'anxiété, et en décembre du coût de la santé pour les jeunes.

## Newsletters, presse et digital

La newsletter du CSP Vaud et celle des Galetas ont été envoyées régulièrement, et les sollicitations médias traitées tout au long de l'année. Sur le digital, un audit du site internet [csp.ch](http://csp.ch) a été commandé, en plus du suivi des maintenances préventives.

## Travail main dans la main avec les services

L'équipe communication a accompagné de nombreux projets transversaux et des actions de terrain : promotion de la Permanence Info-Conseil Racisme (PICR) et de la Semaine d'actions contre le racisme, organisation et communication d'une table ronde pour célébrer l'avancée historique dans la protection des personnes migrantes victimes de violence domestique, ainsi qu'une campagne spécifique «changer de permis de séjour». Elle a également mis à jour des supports destinés au public (aide-mémoire Jet Service, mallette «Les Ficelles du budget» avec visuels inclusifs) et produit des supports de promotion pour les formations.

Enfin, la visibilité des Galetas a été renforcée (promotion de ventes spéciales, signalétique, suivi de la création de contenu digital, lancement de campagnes Google Ads, couverture de la sortie de bénévoles). Des projets de fond ont aussi été conduits : renouvellement de la banque de photos, consolidation de la charte graphique, et appui au recrutement d'un nouveau responsable de la recherche de fonds.

## ÉQUIPE

### DIRECTION STRATÉGIQUE

Bastienne Joerchel  
Dietrich Choffat  
Céline Erard  
Caroline Regamey

### SECRÉTARIAT INSTITUTIONNEL

Céline Coupy  
Catherine Fasel

### GESTION DE PROJETS

Margaux Mauran  
Adrien Pernet

### RESSOURCES HUMAINES

Fanny Bidal  
Lory Favre  
(aduna romandie)  
Marie Magri

### FINANCES

Kevin Cathelin  
(aduna romandie)  
Davide Martino  
(aduna romandie)

### RECHERCHE DE FONDS

Guy Borel  
Claudio Solazzo

### COMMUNICATION

Belinda Camporeale  
Nour El Mesbahi  
Julia Jeanloz

### INFORMATIQUE

Mel Jecker  
Julien Mottet  
Thao Truong

### INTENDANCE

Catia Pires  
Pauline Crottaz

### NETTOYAGE

Alejandra Gomez  
Augusta Gonçalves  
Maria Almeida Mendes

# ORGANES DE L'ASSOCIATION

## COMITÉ

### PRÉSIDENT·E :

- **Anne Baehler Bech\***, ancienne députée Les Vert·e·s, ancienne secrétaire générale de l'ASLOCA Vaud, retraitée, jusqu'au 16 juin 2025
- **Alexandre Cavin\***, secrétaire général de la Fedevaco, dès le 16 juin 2025

## MEMBRES

- **Anne Abruzzi**, déléguée du Conseil synodal de l'EERV, jusqu'au 16 juin 2025
- **Étienne Bridel\***, responsable RH retraité, membre du bureau à partir du 16 juin 2025
- **Alexandre Cavin**, secrétaire général de la Fedevaco, jusqu'au 16 juin 2025
- **Karine Clerc**, municipale à Renens et chargée de cours à la HETSL
- **Laurence Cretegnny**, représentante du Conseil synodal de l'EERV, dès le 16 juin 2025
- **Marie-Chantal Collaud\***, formatrice et coordinatrice bénévolat, retraitée, jusqu'au 16 juin 2025
- **Monique Gisel**, avocate, retraitée
- **Olivier Gretler**, responsable Galetas (collaborateur CSP Vaud)
- **René Knüsel**, professeur honoraire, Université de Lausanne

- **Marie Leuba**, maître d'enseignement en travail social, HES-SO, dès le 16 juin 2025
- **Joëlle Saffore**, représentante de la région 7 de l'EERV
- **Eline Schwitzguébel**, juriste (collaboratrice CSP Vaud)
- **Alev Ucar**, travailleuse sociale (collaboratrice CSP Vaud)
- **Bernard Voutat**, professeur, Université de Lausanne, jusqu'au 16 juin 2025
- **Marjory Winkler\***, directrice ciao.ch, membre du bureau, à partir du 16 juin 2025

\* Membres du bureau du Comité

## VOIX CONSULTATIVE AU COMITÉ ET AU BUREAU

- **Bastienne Joerchel**, directrice
- **Céline Erard**, responsable des questions institutionnelles
- **Caroline Regamey**, responsable politique sociale et recherche
- **Dietrich Choffat**, responsable de l'action sociale, jusqu'à fin février. Repourvu au 01.01.2026

## COMMISSION DE GESTION

En 2023, la Commission de gestion a été suspendue faute d'un nombre suffisant de membres.

# COMPTE D'EXPLOITATION 2025

## PRODUITS D'EXPLOITATION

	2025	2024
<b>Contributions des pouvoirs publics</b>	<b>5'081'815</b>	<b>4'983'181</b>
DIRIS - subvention ordinaire	3'376'215	3'342'514
DIRIS-DGEJ - Pôle sociojuridique Jeunes	701'743	662'065
BCI - Permanences Info-Conseils Migration Racisme	683'857	658'602
EERV - Église évangélique réformée, Vaud	320'000	320'000
<b>Dons, recherches de fonds et cotisations</b>	<b>1'638'095</b>	<b>1'676'072</b>
Dons communes, paroisses et fondations	495'905	442'266
Recherches de fonds	1'124'760	1'215'236
Cotisations	17'430	18'570
<b>Autres produits</b>	<b>2'559'422</b>	<b>2'590'564</b>
Ventes matériel	1'987'611	2'016'541
Prestations facturées	513'462	513'570
Produits divers	58'538	67'732
Pertes sur débiteurs	-190	-7'277
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>9'279'332</b>	<b>9'249'818</b>

## CHARGES D'EXPLOITATION

<b>Charges directes de prestations</b>	<b>7'404'675</b>	<b>7'031'173</b>
Charges de personnel	6'684'252	6'351'931
Charges liées aux locaux	523'482	499'785
Autres charges directes	55'455	44'490
Communication	67'995	37'329
Amortissements	81'617	97'638
<b>Charges d'administration</b>	<b>1'305'046</b>	<b>1'262'339</b>
Charges de personnel	877'108	946'234
Charges liées aux locaux	56'066	53'852
Charges d'administration	215'517	154'347
Autres charges	64'877	74'728
Amortissements	91'478	33'180
<b>Charges d'obtention de financements</b>	<b>718'153</b>	<b>673'610</b>
Charges de personnel	337'865	302'006
Charges liées aux locaux	31'755	28'105
Communication	241'281	285'196
Charges d'administration	81'883	26'239
Autres charges	25'371	32'066
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>9'427'876</b>	<b>8'967'123</b>
<b>Résultat d'exploitation (= perte)</b>	<b>-148'544</b>	<b>282'695</b>

<b>Résultat financier</b>	<b>28'452</b>	<b>57'101</b>
Produits financiers	101'048	167'467
Charges financières	72'596	110'366
<b>Autres résultats</b>	<b>960'050</b>	<b>494'177</b>
Legs et successions	1'020'456	539'608
Produits hors exploitation / exercices précédents	85'612	31'270
Produits extraordinaires / exercices précédents	21'498	9'175
Dons affectés (aides financières)	84'600	180'100
Aides financières versées	209'119	256'802
<b>Résultat annuel sans résultat des fonds (= perte)</b>	<b>839'958</b>	<b>833'973</b>
Variation nette du Fonds de procédures	-2'100	1'932
Variation nette du Fonds financement immeuble	-25'326	-25'326
Variation nette du Fonds de solidarité et développement	500	50'000
Variation nette du Fonds Rey	2'631	-50
Variation nette du Fonds BDA	65'350	114'657
Variation nette du Fonds Orphelinat de Lausanne	-11'444	-27'357
Variation nette du Fonds St-Rédempteur / Jet	-1'459	-846
Variation nette du Fonds salle Fraternité	-5'800	-5'800
Variation nette du Fonds véhicules Blécherette	-12'000	-12'000
Variation nette du Fonds Pierre Mercier	330	-157
Variation nette du Fonds travaux Beau-Séjour 28	-25'000	0
Variation nette du Fonds Romande Energie	0	-394
Variation nette du Fonds véhicule Montreux	-1'400	-1'400
Variation nette du Fonds Ville d'Yverdon	-23'326	2'373
Variation nette des Fonds affectés	-39'046	95'632

	2025	2024
<b>Résultat annuel avant attribution au capital de l'organisation</b>	<b>879'004</b>	<b>738'341</b>
Utilisation Fonds grille salariale	-90'000	0
Affectation au Fonds régulation	280'000	0
Affectation au Fonds financement nouveaux postes	140'000	0
Affectation au Fonds Ressources humaines	10'000	0
Affectation au Fonds entretien équipements et bâtiments	55'000	0
Affectation au Fonds soutien activités Galetas	400'000	405'000
Affectation au Fonds affecté activités Galetas	0	240'000
Affectation au Fonds risque sur titres	80'000	90'000
<b>Résultat annuel (après attributions)</b>	<b>4'004</b>	<b>3'341</b>

## SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS DES FONDATIONS

### Soutien institutionnel

Fondation Demaurex	Fr. 210'000
Fondation Jacqueline de Cérenville	Fr. 20'000
Fondation Préville	Fr. 5'000
Fondation Ernest Matthey	Fr. 5'000
Fondation Marius A. Dubois	Fr. 5'000
Fondation Schenkel-Wagner Karl et Alice	Fr. 3'000
Fondation philanthropique Takoha E&D Wanner	Fr. 1'500
Fondation Inverni-Desarzens	Fr. 1'000
Fondation Grand d'Hauteville	Fr. 30'000
Ernst Göhner Stiftung	Fr. 25'000
Fondation Elaine du Pasquier	Fr. 15'000
Fondation du Centre Patronal	Fr. 3'000
Fondation Kathrin Hunziker Bieri	Fr. 5'000
Fondation Aethra	Fr. 2'000
Fondations souhaitant garder l'anonymat	Fr. 25'000
<b>Total</b>	<b>Fr. 355'500</b>

### Dons affectés (aides directes)

Fondation Pierre Mercier convention	Fr. 33'000
Fondation Grand d'Hauteville	Fr. 20'000
Fondation Orphelinat	Fr. 19'000
Fondation De Groot	Fr. 15'000
Fondation Jules Rey	Fr. 10'000
<b>Total</b>	<b>Fr. 97'000</b>

Par souci de lecture, les sous-totaux et les totaux sont arrondis au franc près.  
Les états financiers complets sont à disposition au secrétariat.

# BILAN AU 31 DÉCEMBRE

## ACTIF

2025

2024

<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>4'893'165</b>	<b>3'381'065</b>
Liquidités	3'999'073	2'626'890
Créances résultant de livraisons et de prestations	165'621	80'208
Créances financières vis-à-vis d'institutions liées	2'999	0
Autres créances	33'375	39'253
Stocks	1	1
Actifs de régularisation	692'096	634'712
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>4'797'573</b>	<b>5'250'464</b>
Garanties loyers	59'346	59'346
Titres et placements	2'185'087	2'550'976
Mobilier	28'500	14'500
Bureautique	30'000	1'900
Informatique	15'000	18'600
Véhicules	18'204	40'402
Immeubles	2'461'436	2'564'740
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>9'690'738</b>	<b>8'631'529</b>

# BILAN AU 31 DÉCEMBRE

## PASSIF

	2025	2024
<b>CAPITAUX ÉTRANGERS À COURT TERME</b>	<b>922'238</b>	<b>681'986</b>
Dettes résultant de livraisons et prestations	346'377	103'590
Autres dettes	294'733	116'019
Passifs de régularisation	281'128	462'378
<b>CAPITAUX ÉTRANGERS À MOYEN ET LONG TERME</b>	<b>1'264'000</b>	<b>1'285'000</b>
Emprunts hypothécaires	1'264'000	1'285'000
<b>CAPITAL DE FONDS (FONDS AFFECTÉS)</b>	<b>1'198'836</b>	<b>1'237'882</b>
Fonds de solidarité et développement	118'553	118'053
Fonds de désendettement	39'692	39'692
Fonds Budget des autres (BDA)	297'976	232'628
Fonds travaux Beau-Séjour 28	225'000	250'000
Fonds St-Rédempteur / Jet	17'713	19'172
Fonds de procédure	2'900	5'000
Fonds financement immeuble	437'370	462'696
Fonds Pierre Mercier	336	6
Fonds Rey	21'272	18'641
Fonds Orphelinat de Lausanne	32'277	43'721
Fonds véhicules Blécherette	0	12'000
Fonds salle Fraternité	0	5'800
Fonds véhicule Montreux	4'200	5'600
Fonds Ville d'Yverdon	1'547	24'873
<b>CAPITAL DE L'ORGANISATION</b>	<b>6'305'663</b>	<b>5'426'660</b>
Capital libre (généré)	16'659	13'319
Fonds de réserve	1'400'000	1'400'000
Fonds de régulation	1'465'000	1'185'000
Fonds d'entretien des bâtiments et des équipements	450'000	395'000
Fonds révision grille salariale	360'000	450'000
Fonds Ressources humaines	200'000	190'000
Fonds soutien activités Galetas	1'205'000	805'000
Fonds affecté activités Galetas	240'000	240'000
Fonds financement postes supplémentaires	710'000	570'000
Fonds risque sur titres	255'000	175'000
Résultat de l'exercice	4'004	3'341
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>9'690'738</b>	<b>8'631'529</b>

# REMERCIEMENTS AUX PARTENAIRES, DONATRICES ET DONATEURS

Le travail du CSP Vaud, qu'il s'agisse de services réguliers ou occasionnels, d'actions de longue haleine ou ponctuelles, serait impossible à accomplir sans les soutiens financiers des subventionneurs, des institutions partenaires, des donatrices, des donateurs et des bénévoles.

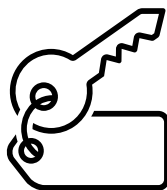
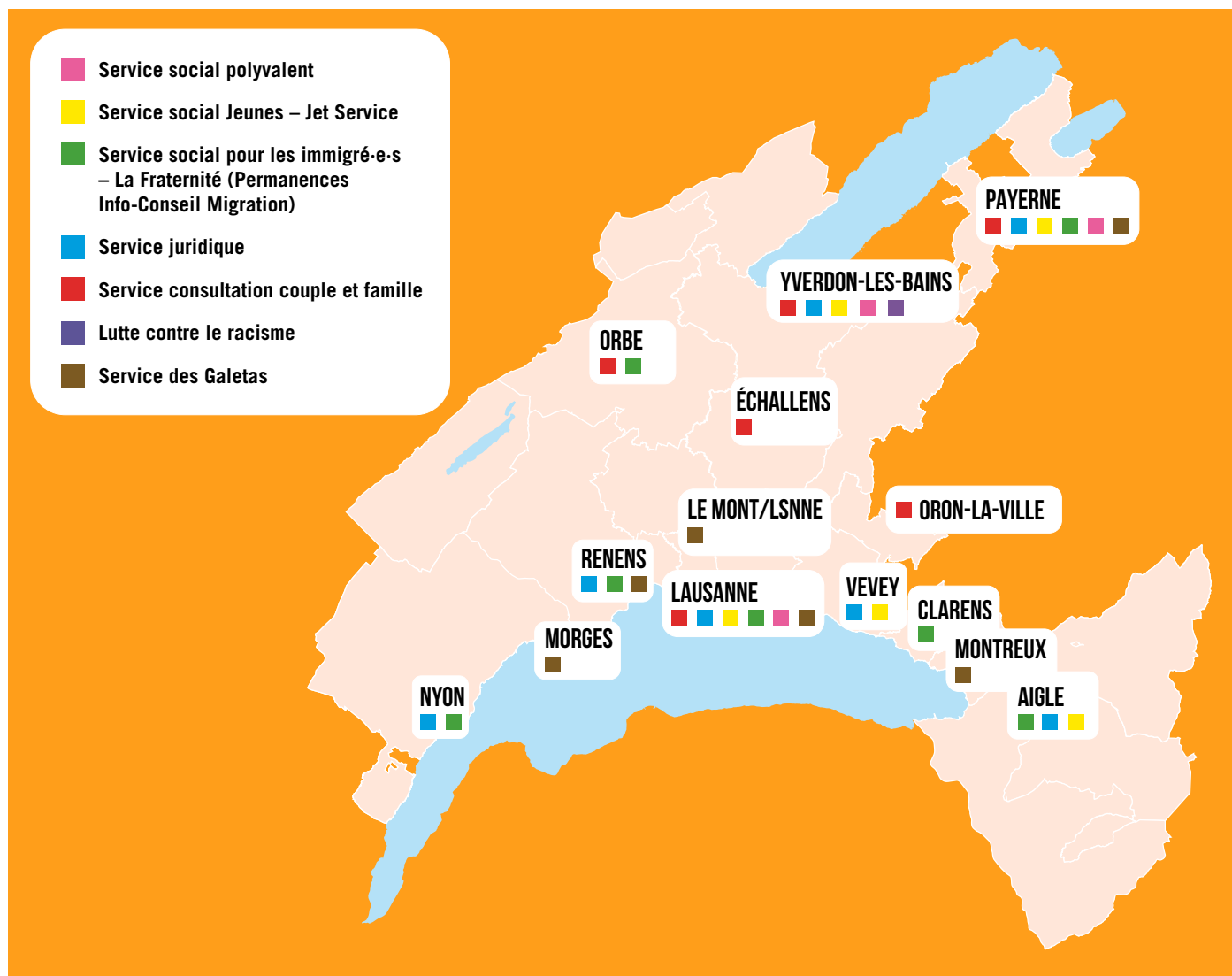
## Le CSP Vaud remercie chaleureusement :

- les pouvoirs publics pour leur soutien et leur reconnaissance du travail du CSP Vaud auprès des habitantes et des habitants de notre canton :
  - > le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), dont en particulier la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et la Direction de l'insertion et des solidarités (DIRIS) ;
  - > le Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité (DJES), dont en particulier la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DGEJ) et le délégué cantonal à l'enfance et à la jeunesse ;
  - > le Bureau cantonal de l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI) ;
  - > la Ville de Renens et l'ARASOL ;
  - > les membres du CSP Vaud : communes, paroisses, entreprises et privé-e-s ;
  - > les communes qui ont soutenu notre fonds AFU (aides financières urgentes) ;
- l'Église évangélique réformée du canton de Vaud, pour son appui fidèle, les paroisses pour leurs dons réguliers, leurs collectes et leur soutien majeur lors de la vente de chocolat ;
- les fondations pour tous leurs soutiens, réguliers ou exceptionnels ;
- la Loterie Romande ;
- les entreprises, les donatrices et donateurs, pour leur générosité et pour leurs encouragements ;
- SITAG by Nowy Styl, pour son geste commercial généreux sur les bureaux électriques favorisant la santé au travail ;
- les personnes qui ont fait un legs au CSP Vaud ;
- les nombreuses entreprises et les fournisseurs pour leur collaboration et leur soutien au CSP Vaud ;
- les membres de l'Association du CSP Vaud pour leur contribution régulière ;
- les bénévoles pour leur précieuse et indispensable contribution en compétences et en disponibilités.

# LE CSP VAUD À VOTRE SERVICE

Les consultations sont gratuites (sauf pour le Service consultation couple et famille). Elles sont ouvertes à toute personne, sans distinction. Tous les renseignements se trouvent sur le site internet [www.csp.ch/vald](http://www.csp.ch/vald).

Nos magasins de seconde main, les Galetas du CSP Vaud, vous attendent. Les bénéfiques contribuent au financement des prestations sociales du CSP Vaud. Tous les renseignements se trouvent sur le site internet [www.galetas.ch](http://www.galetas.ch). Vous pouvez aussi suivre les Galetas sur les réseaux sociaux Facebook, Instagram et TikTok.



## LOCATION DE LA SALLE DE LA FRATERNITÉ

Place M.-L.-Arlaud 2, 1003 Lausanne

M<sup>me</sup> Catia Pires

[salle.frat@csp-vd.ch](mailto:salle.frat@csp-vd.ch) – Tél. 078 206 94 09



## CONTACT

**CSP Vaud**

Rue Beau-Séjour 28  
1003 Lausanne  
info@csp-vd.ch

Tél. 021 560 60 60  
Secrétariat : 021 560 60 29/63

**IBAN CH09 0900 0000 1000 0252 2**

**Plus d'informations sur  
[www.csp.ch/vaud](http://www.csp.ch/vaud)**

**UN GRAND MERCI POUR VOTRE SOUTIEN !**

**Aidez-nous à aider encore en  
2026, réalisez un don  
par TWINT!**



**CSP**

**CENTRE SOCIAL PROTESTANT  
VAUD**